



Conférence des ministres de l'Éducation  
des pays ayant le français en partage

# 2011

## RAPPORT D'ACTIVITÉS





# 2011

## RAPPORT D'ACTIVITÉS



## LISTE DES ACRONYMES

ACALAN	Académie des langues
ADEA	Association pour le développement de l'éducation en Afrique
AFD	Agence française de développement
AIMF	Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones
APF	Assemblée parlementaire francophone
Apréli@	Association pour la promotion des ressources éducatives libres africaines
AUF	Agence universitaire de la Francophonie
BAD	Banque africaine de développement
BID	Banque islamique de développement
BM	Banque mondiale
BRAO/OIF	Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest
BREDA/UNESCO	Bureau régional pour le développement de l'éducation en Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest
CID/CONFEMEN	Centre d'information et de documentation de la CONFEMEN
CIEP	Centre International d'Études Pédagogiques
CONFEMEN	Conférence des ministres de l'Éducation des pays ayant le français en partage
CPF	Comité permanent de la francophonie
CONFJES	Conférence des ministres de la Jeunesse et des sports
CN	Correspondants nationaux
CNRE	Centre national de ressources éducationnelles
CS	Comité scientifique
EPS	Éducation physique et sportive
EPT	Éducation pour tous
GT	Groupe de travail
IA	Inspection d'Académie
IDEN	Inspection départementale de l'Éducation nationale
IFADEM	Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres
IIEP	Institut international pour la planification de l'éducation
IMOA	Initiative de mise en œuvre accélérée (Fats-track)
INEADE	Institut national d'éducation et d'action pour le développement de l'éducation
ISESCO	Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture
ISU	Institut de statistiques de l'UNESCO
MAEE	Ministère des Affaires étrangères et européennes
MELS	Ministère de l'éducation, du loisir et du sport
MEN	Ministère de l'Éducation nationale
MRI	Ministère des relations internationales
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIF	Organisation internationale de la Francophonie

OING	Organisation internationale non gouvernementale
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PASEC	Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN
RAF	Règlement administratif et financier
RIC	Réseau d'information et de communication
SACMEQ	Consortium de l'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation
STP	Secrétariat technique permanent
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UQAM	Université du Québec à Montréal
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture



KI Boureima Jacques,  
Secrétaire général de la CONFEMEN

## ÉDITORIAL

En 2010, la CONFEMEN a organisé la 54<sup>e</sup> session ministérielle et a célébré son cinquantenaire. À cette occasion, elle a fait le point de la mise en œuvre du plan de relance adopté en 2002, lors de la 50<sup>e</sup> session ministérielle. Ce bilan a permis de dégager des axes de consolidation des acquis et de définir de nouvelles orientations.

À cet effet, un plan d'actions pluriannuel 2011/2012 a été élaboré de manière participative et transparente et selon les principes de la Gestion axée sur les résultats (GAR). Ce nouveau plan est structuré autour de quatre principaux axes. Sa mise en œuvre est intervenue dans un contexte difficile, marqué par la crise financière internationale. De même, la grande mutation du PASEC qui a nécessité des ressources additionnelles a impacté de façon significative sur le budget global de 2011 de la CONFEMEN. Aussi, la validation tardive du plan d'actions par le Bureau en mai 2011 à Yaoundé (Cameroun) a constitué une contrainte majeure pour la mise en œuvre de certaines activités de la programmation de 2011.

Ce rapport présente l'état d'exécution des activités du plan d'actions en 2011. Sur les quatre-vingt une (81) activités du plan d'actions pluriannuel, soixante-quinze (75) étaient programmées pour être mises en œuvre totalement ou partiellement en 2011. Sur les 75 activités, seulement quatre n'ont pas été réalisées. Ce qui donne un taux global de réalisation (entièrement ou partiellement) de près de 95%, malgré les contraintes objectives précitées.

En 2011, la CONFEMEN a participé à plusieurs rencontres internationales et sous régionales au cours desquelles, elle a livré des messages sur des thématiques d'actualité (éducation au développement durable, ques-

tion enseignante, la qualité de l'éducation, le niveau de réalisation des OMD dans le secteur de l'éducation dans l'espace francophone, les acquis scolaires des élèves...). Elle a contribué à l'amélioration des débats et des réflexions sur la gouvernance et le pilotage des politiques éducatives.

Le niveau de réalisation des activités de 2011 est satisfaisant. La plupart des résultats attendus sont livrés. Cette dynamique amorcée en 2011 se poursuivra en 2012 en vue de renforcer les actions d'orientation et d'accompagnement des systèmes éducatifs des pays membres. Le STP s'engage à relever le défi qu'impose la nouvelle vision du PASEC qui est d'organiser et de réussir une évaluation internationale groupée des acquis scolaires d'ici 2014 au niveau des pays membres du sud.

Le présent rapport a choisi de présenter les résultats atteints selon l'ordre suivant : axe 3, axe 2, axe 1 et axe 4. Les axes 1 et 4 ont un caractère transversal. Ils viennent en appui à la réalisation des activités des axes 2 et 3. L'articulation du rapport sera alors comme suit :

- Gouvernance, concertation et promotion des intérêts communs (axe 3) ;
- Réflexion sur l'évolution des systèmes éducatifs en rapport avec l'évaluation des performances des systèmes éducatifs : coûts et efficacité (axe 2) ;
- Information et communication pour une grande visibilité de la CONFEMEN et de ses partenaires (axe 1) ;
- Fonctionnement du STP, des instances et mobilisation des ressources (axe 4).



Rapport  
d'activités  
2011

**SOMMAIRE**

<b>LISTE DES ACRONYMES</b>	<b>4</b>
<b>ÉDITORIAL</b>	<b>6</b>
<b>Gouvernance, concertation et promotion des intérêts communs (axe 3)</b>	<b>10</b>
Résultat attendu 3.1 : La contribution pertinente de la CONFEMEN à la réflexion sur les problématiques en éducation	11
Résultat attendu 3.2 : Des études sur des thématiques spécifiques sont réalisées	12
Résultat attendu 3.3 : La tenue des Assises francophones sur la FPT (1996-1998) est organisée et réalisée en partenariat avec l'OIF et les autres structures concernées	13
Résultat attendu 3.4 : Les relations entre la CONFEMEN et les autres instances de la Francophonie sont renforcées	13
Résultat attendu 3.5 : Des relations fonctionnelles sont développées avec des partenaires techniques et financiers	17
Résultat attendu 3.6 : Une visibilité accrue de la CONFEMEN sur le plan mondial, un leadership confirmé dans le domaine de l'Éducation	18
Résultat attendu 3.7 : Les réunions des instances sont bien préparées et bien organisées dans les délais	21
<b>Réflexion sur l'évolution des systèmes éducatifs en rapport avec l'évaluation des performances des systèmes éducatifs : coût et efficacités (axe 2)</b>	<b>23</b>
Résultat attendu 2.1 : Les capacités d'intervention du STP et des pays membres sont renforcées	24
Résultat attendu 2.2 : Les données quantitatives et qualitatives évolutives des systèmes éducatifs des pays membres sont connues et cernées	26
Résultat attendu 2.3 : La CONFEMEN a contribué à l'élaboration des diagnostics des systèmes éducatifs dans les pays retenus	27
<b>Information et communication pour une plus grande visibilité de la CONFEMEN et de ses partenaires (axe 1)</b>	<b>33</b>
Résultat attendu 1.1 : Un dialogue efficace et pertinent est renforcé entre les acteurs de l'éducation	34
Résultat attendu 1.2 : Le STP dispose d'informations à jour sur les pays pour alimenter ses productions et les met à la disposition des États membres	35
Résultat attendu 1.3 : Bonne connaissance des productions de la CONFEMEN par la communauté éducative	37
Résultat attendu 1.4 : Les résultats des évaluations PASEC sont connus par les décideurs, la communauté éducative et scientifique ainsi que le STP	39
Résultat attendu 1.5 : La CONFEMEN est plus visible et gagne en réputation et en renommée	39
<b>Fonctionnement du STP, des instances de la CONFEMEN et la mobilisation de ressources financières (axe 4)</b>	<b>41</b>
Résultat attendu 4.1 : Le fonctionnement courant du STP est de plus en plus efficace	42
Résultat attendu 4.2 : Les ressources nécessaires pour la mise en œuvre du plan d'actions sont mobilisées	44
<b>Tableaux récapitulatifs</b>	<b>46</b>



Rapport  
d'activités  
2011

## **GOVERNANCE, CONCERTATION ET PROMOTION DES INTÉRÊTS COMMUNS (AXE 3)**

En rappel, l'une des missions essentielles de la CONFEMEN, est d'accompagner les pays membres dans la réflexion, de promouvoir la concertation et les intérêts communs et constituer à terme une force de propositions et d'aide à la décision pour les ministres en charge de l'éducation en vue d'améliorer le pilotage, la qualité et la pertinence de leurs systèmes éducatifs.

Ce chapitre fait le bilan des activités de l'axe 3 du plan d'actions pluri-annuel 2011-2012 de la CONFEMEN relatif à la gouvernance des systèmes éducatifs des pays membres du sud de l'institution. Il comporte sept résultats attendus et vingt-trois activités.

La numérotation des activités du rapport suit la logique du plan d'actions afin de faciliter le rapprochement entre le bilan et la programmation. Il en sera de même pour les autres axes. Ainsi, les numéros dans ce premier chapitre seront précédés du chiffre 3 qui est le code de cet axe dans le plan d'actions.

**Résultat attendu 3.1 : La contribution pertinente de la CONFEMEN à la réflexion sur les problématiques en éducation.**

- **Activité 3.1.1 : Poursuite de la mise en œuvre des orientations stratégiques sur la qualité de l'Éducation**

La CONFEMEN a prévu de réaliser une enquête sur la mise en œuvre des politiques éducatives. Ce document vise à mettre à la disposition des acteurs des systèmes éducatifs des informations clés sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques éducatives. À terme, il constituera un référentiel et une source d'inspiration pour chacun des pays et les partenaires techniques et financiers qui accompagnent ces politiques éducatives. À cet effet, le STP a fait parvenir un canevas type aux CN pour la collecte des données, composé de 13 items. Le canevas type comporte plusieurs rubriques et a fait l'objet d'un accueil favorable de la part des CN qui devront le renvoyer rempli au STP de la CONFEMEN d'ici le 15 janvier 2012, après l'endossement de l'autorité compétente qui confèrera audit canevas rempli un caractère officiel. Les données recueillies feront l'objet d'un traitement et d'une synthèse. L'activité a démarré en 2011 et se poursuivra en 2012.

- **Activité 3.1.2 : Contribution au renforcement de la dynamique partenariale en éducation dans l'espace francophone**

Le rapport de l'étude sur la dynamique partenariale a été validé lors de la 54<sup>e</sup> session ministérielle. Suite à

cette validation, il a été demandé aux pays de mettre en œuvre les conclusions et les recommandations, à charge pour le STP d'en assurer le suivi. La contribution des CN permettra de faire le point sur la mise en œuvre de l'activité dans les pays respectifs en 2012.

- **Activité 3.1.3 : Conception du document d'aide au débat sur le thème « la diversification de l'offre, une solution pour l'école de demain » (préparation à la 55<sup>e</sup> session ministérielle)**

Le thème de la 55<sup>e</sup> session ministérielle reformulée lors de la réunion du Bureau à Yaoundé : « *la diversification de l'offre d'éducation de base : les grands défis pour l'école de demain* » doit faire l'objet d'un document d'orientation et de réflexion alimenté par les recherches et les études de cas pays.

À la demande du Secrétaire général, le Maroc a bien voulu mettre à disposition un expert international qui a élaboré une note conceptuelle portant sur le thème principal.

Ce document sera soumis à la réunion du GT de mars 2012, pour approbation.

- **Activité 3.1.4 : Organisation de réunion-débat : la diversification de l'offre éducative : une solution pour l'école de demain avec prise en compte du développement durable et des TIC**

Cette activité n'a pas été réalisée pour des contraintes budgétaires et de calendrier. Elle a été intégrée dans le contenu des Assises qui se tiendront en 2012.

- **Activité 3.1.5 : Élaboration et mise en œuvre d'une Convention-cadre pour la promotion et le plaidoyer sur l'enseignement des langues nationales à l'école**

Lors de la 54<sup>e</sup> session ministérielle tenue en novembre 2010, l'UNESCO/Breda a été invitée à animer conjointement avec ACALAN la table-ronde sur les langues retenues comme un des facteurs essentiels de la qualité de l'éducation. Des recommandations ont été intégrées dans le mémorandum sur la qualité de l'éducation et devraient pouvoir être mises en application.

Des actions prioritaires ont été ciblées et retenues par les ministres des États et gouvernements membres de la CONFEMEN, parmi lesquelles :

- développer un partenariat stratégique fort UNESCO/ADEA/ACALAN/CONFEMEN pour

l'accompagnement scientifique des États et gouvernements dans l'espace francophone ;

- mettre en œuvre une politique linguistique claire et cohérente et faire un plaidoyer en faveur de l'utilisation des langues nationales.

La CONFEMEN a confirmé sa disponibilité à jouer sa partition dans la stratégie de mobilisation des ministres pour l'utilisation des langues nationales dans les systèmes éducatifs, lors des grandes rencontres et a suggéré de commencer par des pays pilotes engagés. À cet effet, la CONFEMEN a adressé une correspondance à l'UNESCO/BREDA en vue de mettre en place une équipe technique conjointe pour examiner les modalités d'élaboration d'une convention-cadre et d'un document de plaidoyer pour la promotion de l'enseignement des langues nationales à l'école, sur la base d'un calendrier de rencontres consensuel.

Le processus a démarré en 2011 et se poursuivra en 2012.

- **Activité 3.1.6 : Appui à la formation des personnels de gestion : renforcement des capacités managériales des directeurs d'école en vue d'un pilotage efficace de la qualité de l'éducation**

Cette activité initialement destinée au renforcement des capacités managériales des chefs d'établissement en vue d'un pilotage efficace de la qualité de l'éducation et qui a démarré depuis 2006, a été relancée par l'OIF après un temps d'arrêt en l'élargissant aux autres catégories de gestionnaires des systèmes éducatifs. Selon le rapport de l'OIF en 2011, un certain nombre de fonctions ont été ciblées dont huit déjà couvertes : directeurs centraux, conseillers techniques de ministre, délégués régionaux, inspecteurs départementaux, chefs d'établissements scolaires, directeurs d'écoles primaires, surveillants généraux, directeurs des études.

Dans sa phase actuelle, le projet assure un appui technique et financier pour la tenue d'un atelier national de validation de la stratégie nationale de formation des gestionnaires du système éducatif dans chaque pays par les acteurs de l'éducation et pour son intégration dans la politique sectorielle. En fin 2011, six des sept pays du projet ont validé leur stratégie nationale de formation des gestionnaires du système éducatif : la République Centrafricaine, le Cameroun, le Tchad, le Congo, le Burkina Faso et la Mauritanie.

La CONFEMEN a pris part à deux des ateliers de validation (Mauritanie et Burkina Faso).

Les échanges entre la CONFEMEN et l'OIF sur la ques-

tion ont révélé une difficulté principale qui a trait à l'augmentation des besoins de formation exprimés par les pays. La première piste de solution dégagée à cet effet est d'écrire aux pays pour leur demander de mettre un contenu dans le concept de gestion scolaire. L'exploitation des réponses permettra de retenir un contenu minimum en vue de l'élaboration d'une stratégie plus efficace et plus efficiente.

L'introduction des modules de formation en gestion dans les écoles de formation des enseignants et encadreurs pédagogiques a été également évoquée comme solution pouvant améliorer la gestion des systèmes éducatifs.

Il est envisagé en 2012 le suivi de l'intégration de la stratégie nationale de formation dans la politique sectorielle de l'éducation ainsi que des réflexions sur la pérennisation de la formation initiale et continue des gestionnaires. Le projet pourrait s'ouvrir à de nouveaux pays.

- **Activité 3.1.7 : Définition de nouvelles orientations sur la qualité de l'éducation**

Pour poursuivre les réflexions et les actions menées dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions sur la qualité de l'éducation, il y a lieu de tirer les leçons des progrès enregistrés, de dégager des perspectives et de voir les aspects nouveaux sur lesquels il faut mettre l'accent. Ce qui suppose la définition de nouvelles orientations sur la qualité de l'éducation, dans le but de mettre à la disposition des acteurs un document de référence.

À cet effet, une correspondance a été adressée aux pays pour une mise à contribution des CN dans le choix des nouvelles thématiques. La collecte, l'exploitation et le traitement des réponses pays seront complétés par une recherche documentaire. Une fois le questionnaire de recueil de données sur la thématique ciblée traité, le rapport de synthèse sera élaboré et soumis à l'appréciation des CN, puis à l'adoption des ministres lors de la prochaine session ministérielle. Le travail a débuté en 2011 et se poursuivra en 2012.

### **Résultat attendu 3.2 : Des études sur des thématiques spécifiques sont réalisées**

Toutes les activités liées à ce résultat attendu n'ont pas été réalisées par manque de financement. Il s'agit des activités ci-après :

- **Activité 3.2.1 : Réalisation d'une étude sur les coûts et l'efficacité des systèmes éducatifs des pays membres francophones**

- **Activité 3.2.2 :** Étude sur les bonnes pratiques au niveau de la préparation de classe dans la perspective du renforcement du professionnalisme des enseignants
- **Activité 3.2.3 :** Étude sur le thème « Gouvernance des systèmes éducatifs dans le cadre du processus de décentralisation en s'appuyant sur les études sur la dynamique partenariale et sur la gestion scolaire »
- **Activité 3.2.4 :** Examen sur les politiques linguistiques scolaires et élaboration de stratégies de mise en œuvre

**Résultat attendu 3.3 : la tenue des Assises francophones sur la FPT (1996-1998) est organisée et réalisée en partenariat avec l'OIF et les autres structures concernées**

- **Activité 3.3.1 :** En fonction des travaux antérieurs, réactualisation des documents sur la FPT (1996 et 1998) et élaboration d'un document pour les futures Assises.

La CONFEMEN organise en partenariat avec l'OIF, en 2012 au Burkina Faso et avec l'appui de plusieurs autres partenaires techniques et financiers et d'experts, des Assises sur la relance et la dynamisation de l'Enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) dans les pays francophones. Sur la base du bilan des réformes entreprises depuis les Assises de la FPT de Bamako en 1998, les Assises de 2012 visent à :

- Faire l'état des lieux de l'EFTP en terme de forces et de faiblesses en se référant aux conclusions des Assises francophones tenues en 1998 à Bamako au Mali ;
- Identifier les contraintes majeures qui entravent le développement de l'EFTP dans les pays francophones ;
- Partager les expériences en matière de politiques d'EFTP ainsi que les bonnes pratiques ;
- Proposer des recommandations pour améliorer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de l'EFTP dans les pays membres de la CONFEMEN, notamment ceux du sud.

Les conclusions devraient alimenter la prochaine session ministérielle qui se tiendra en 2012 au Tchad.

Des TDR et un budget ont été élaborés par la CONFEMEN puis validés par l'OIF.

Trois thèmes spécifiques sont retenus pour être abor-

dés sous forme d'exposés de cadrage :

- l'orientation politique et les structures gouvernementales ;
- la gestion centrale de la formation formelle et non-formelle ;
- le développement des compétences, une responsabilité partagée.

Chaque exposé sera suivi d'études de cas et renforcé par des ateliers pour la formulation de recommandations.

Une équipe conjointe OIF/CONFEMEN sera mise en place pour la préparation des Assises.

Dans le cadre de la recherche de financements additionnels, la CONFEMEN a adressé une correspondance à des partenaires techniques et financiers.

Le budget des Assises est estimé à 512.000 euros. En fin décembre les ressources mobilisées se chiffrent à 271 888 euros.

- **Activité 3.3.2 :** Réalisation d'une étude sur le développement de passerelles et de stratégies appropriées entre l'enseignement primaire et post – primaire et la formation professionnelle et mise en œuvre d'un plan de communication.

Une note de cadrage a été élaborée à cet effet. Pour des contraintes budgétaires, l'étude n'a pas pu être réalisée en 2011. Elle sera prise en compte par les Assises à travers des communications d'experts.

**Résultat attendu 3.4 : les relations entre la CONFEMEN et les autres instances de la Francophonie sont renforcées**

- **Activité 3.4.1 :** Renforcement des orientations de la CONFEMEN dans les décisions de la Francophonie

◊ **Participation du Secrétaire général aux sessions du Conseil permanent de la Francophonie (CPF)**

Le CPF est l'une des instances de l'OIF qui regroupe périodiquement les représentants personnels des Chefs d'État, les 4 opérateurs (TV5 Monde, AUF, Université Senghor d'Alexandrie, AIMF), les deux conférences ministérielles permanentes (CONFEMEN et CONFES) et le comité de suivi des OING. Il est présidé par le Secrétaire général de l'OIF. En 2011, trois sessions du CPF (80<sup>e</sup>, 81<sup>e</sup>, 82<sup>e</sup>) ont été tenues à Paris (France). À chacune de ces sessions, le Secrétaire général de la CONFEMEN a été invité à prononcer une allocution.

- **La 80<sup>e</sup> session du CPF** (17 mars 2011) : la présentation du Secrétaire général a porté essentiellement sur la programmation pluri-annuelle (2011 – 2012) de la CONFEMEN.
- **La 81<sup>e</sup> session du CPF** (12 juillet 2011) : le Secrétaire général de la CONFEMEN a axé son intervention sur la question du développement durable, retenu comme l'un des thèmes spécifiques de la session ministérielle de la CONFEMEN qui aura lieu en décembre 2012 au Tchad.

Fort de la nécessité d'un changement de mentalités à travers l'éducation formelle et non formelle, la CONFEMEN a centré sa communication sur les aspects d'éducation environnementale qui joue un rôle de précurseur pour un développement durable, équitable et harmonieux, prenant en compte les besoins des futures générations.

La CONFEMEN mettra en place avec le concours d'experts et de spécialistes des outils didactiques, tels que des fiches pédagogiques, des films documentaires et des projets pilotes au niveau des pays membres. Elle s'engage à renforcer le partenariat avec l'OIF, l'AIMF et la Chaire de l'UNESCO en Éducation, formation et recherche pour le développement durable, en vue d'approfondir la réflexion sur cette épineuse question d'actualité.

Cette communication qui a été bien appréciée a fait l'objet d'une présentation à la commission de l'éducation de l'OIF. Le document est mis en ligne sur le site web de la CONFEMEN.

- **La 82<sup>e</sup> session du CPF** (30 novembre 2011) : le thème traité dans l'exposé du Secrétaire général a porté sur le niveau de réalisation de l'EPT dans les pays francophones dans le cadre des OMD et les pistes d'action possibles. Cet exposé avait déjà fait l'objet d'une présentation à Kinshasa, en République Démocratique du Congo (RDC) lors de la 37<sup>e</sup> session de l'Assemblée parlementaire francophone (APF).

♦ **Participation du Secrétaire général à la 37<sup>e</sup> session de l'APF en République Démocratique du Congo**

La CONFEMEN a participé à la 37<sup>e</sup> session de l'Assemblée parlementaire francophone (APF), tenue à Kinshasa en RDC du 5 au 8 juillet 2011. La cérémonie d'ouverture a été rehaussée par la présence effective de leurs Excellences, Joseph KABILA, Président de la RDC et Abdou DIOUF, Secrétaire général de l'OIF. Le Secrétaire général de la CONFEMEN a été auditionné



sur le thème suivant : « L'état de la situation de l'EPT et les pistes d'actions possibles pour atteindre les OMD dans les pays francophones ».

La communication du Secrétaire général a particulièrement retenu l'attention et suscité l'intérêt des députés qui ont exprimé des préoccupations à travers plusieurs questions et commentaires. D'un commun accord, la communication a été affichée sur le site de la Commission éducation, communication et affaires culturelles (CECAC) de l'APF. Le document élaboré à cet effet sera finalisé et fera l'objet de publication en 2012 par la CONFEMEN.

♦ **Participation du Secrétaire général à la 33<sup>e</sup> session ministérielle de la CONFJES au Tchad**

Du 4 au 5 mars 2011, s'est tenue à Ndjamena (Tchad), la 33<sup>e</sup> session ministérielle de la CONFJES à laquelle le Secrétaire général de la CONFEMEN a participé. Le message prononcé à cet effet fait ressortir que la CONFJES et la CONFEMEN sont deux structures sœurs de la Francophonie. Elles partagent les mêmes valeurs : l'éducation et la formation ; elles ont un patri-



moine commun : l'espace francophone et ont le même public cible : les jeunes.

La CONFEMEN a félicité la CONFJES pour la pertinence du thème de sa 33<sup>e</sup> session ministérielle : « les Technologies de l'information et de la communication et les politiques nationales de jeunesse et des sports » qui est d'actualité et porteur d'espoir. Puissant moyen de développement et de transformation de la société, les technologies de l'information et de la communication (TIC) contribuent efficacement à la formation et à l'auto formation des jeunes et des adultes.

#### ♦ Participation du Secrétaire général à la 31<sup>e</sup> Assemblée de l'AIMF

Du 25 au 26 octobre 2011, s'est tenue à Erevan, capitale de l'Arménie, la 31<sup>e</sup> Assemblée générale de l'Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones (AIMF). La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Président de la République d'Arménie, en présence du Maire de Paris, Président de l'AIMF. Le colloque tenu à cette occasion avait pour thème : « Renforcer la cohésion des territoires : un impératif au

service de la bonne gouvernance locale ». La rencontre a regroupé plus de 200 élus locaux francophones. Cette assemblée a été une opportunité pour le Secrétaire général de renforcer le partenariat AIMF-CONFEMEN.

#### ♦ Participation de la CONFEMEN à la réunion annuelle du comité de coordination internationale initiative ELAN Afrique

Sur invitation de l'OIF, la CONFEMEN a participé à ladite réunion qui s'est tenue au CIEP de Sèvres en France du 14 au 16 novembre 2011 dont l'objet est de consolider le démarrage de l'Initiative ELAN-Afrique dans les pays retenus. Cette initiative porte sur l'utilisation des langues africaines pour les apprentissages-clés (lecture, écriture et calcul) dans les premières années du cycle primaire articulé avec l'initiation à la langue française. En perspective du lancement des activités ELAN, prévu en janvier 2012 au Mali, le calendrier d'exécution a été réactualisé par chaque pays et un budget détaillé conforme au cadrage budgétaire de 350 000 € pour les 3 années du projet ainsi que les activités prioritaires pour l'année 2012 ont été mises en exergue. Un cadre logique ELAN a été présenté par chaque pays. La réunion s'est centrée sur les priorités ELAN, les critères d'appréciation des plans d'actions pays consolidés, en vue de leur éligibilité et le dispositif d'appui. La date butoir de dépôt a été fixée au 15 décembre 2011.

La CONFEMEN sera désormais associée à toutes les activités et des missions seront confiées au PASEC dans le cadre de l'évaluation avec comptes-rendus à l'AFD, principal bailleur.

La représentante de la CONFEMEN a attiré l'attention de l'OIF sur un certain nombre de dispositions à prendre en rapport avec la CONFEMEN (traduction des tests en langue nationale, reconstitution des équipes nationales d'évaluation, critères d'éligibilité aux évaluations PASEC, etc.) pour réunir les conditions d'une évaluation par le PASEC.

Lors de la cérémonie d'ouverture, la représentante de la CONFEMEN a eu à prononcer un discours dont l'accent a été mis sur le bilinguisme et le multilinguisme comme facteurs d'amélioration de la qualité de l'éducation. À terme et dans le cadre du PASEC, les tests d'évaluation des acquis des élèves devraient être bilingues et non traduits du français à la langue nationale. Cela est une innovation et un plus pour la méthodologie du PASEC.

- **Activité 3.4.2 : Plus grande et meilleure implication de l'OIF dans la préparation et l'organisation des réunions de la CONFEMEN**

L'OIF a participé aux travaux du GT, en mars 2011 à Dakar, à la réunion du Bureau en mai 2011 à Yaoundé. Les TDR sur la tenue des Assises sur l'EFTP en 2012 au Burkina Faso, ont été élaborés conjointement (OIF / CONFEMEN). Enfin, l'OIF a pris part à l'atelier international de formation des équipes nationales du PASEC, en décembre 2011 à Saly (Sénégal) et a prononcé un discours.

- **Activité 3.4.3 : Réunion du Comité de suivi OIF/CONFEMEN**

Les 17 et 18 novembre 2011 s'est tenue à Dakar (Sénégal), la réunion annuelle du Comité conjoint OIF/CONFEMEN, coprésidé par le Secrétaire général de la CONFEMEN et le Directeur de l'éducation et de la formation de l'OIF.



L'ordre du jour de la réunion a porté sur l'état d'avancement des projets communs (la mise en place des dispositifs nationaux d'évaluation (DNE), la gestion des systèmes éducatifs, la préparation des Assises sur l'EFTP). La rencontre a permis également de faire le point sur des activités des deux parties (le projet IFADEM, les réunions du pôle éducation à Paris, l'état de mise en œuvre du PASEC et les perspectives, l'initiative ELAN /Afrique, le programme de volontariat de l'OIF). À l'issue des travaux, les deux parties ont fait les recommandations ci-après :

- la définition d'un contenu minimal à mettre dans le

concept « gestion des systèmes éducatifs » ;

- le renforcement du financement de l'OIF dans le cadre du PASEC, dans la mesure du possible ;
- l'accompagnement des pays pour la mise en place des DNE et la nomination au sein de ces DNE, des membres répondant au profil approprié.

- **Activité 3.4.4 : Consultation renforcée avec l'OIF et l'AUF, notamment dans le cadre de l'IFADEM**

La CONFEMEN a été informée de l'évolution du projet IFADEM qui a fait partie des points inscrits à l'ordre du jour de la réunion du comité conjoint OIF-CONFEMEN.

Ce projet vise, pour le moment, plusieurs pays membres de l'OIF, notamment le Bénin, le Burundi, Haïti, Madagascar et la RDC. D'autres pays membres feront aussi partie de ce projet selon un calendrier défini de façon progressive.

Il a été noté une étroite collaboration entre l'OIF et l'AUF pour assurer le succès de l'initiative qui accorde la priorité aux zones rurales. L'importance de l'engagement politique de chaque pays concerné afin d'atteindre un niveau d'appropriation capable d'assurer la pérennité de l'initiative a été également soulignée.

- **Activité 3.4.5 : Mise en œuvre de l'Entente CONFEMEN/AIMF**

L'entente CONFEMEN-AIMF signée en février 2008, porte sur la mise en œuvre du projet de centres multimédias de l'AIMF. En 2011, le Secrétaire général de la CONFEMEN a rencontré le Secrétaire permanent de l'AIMF. Il est ressorti de l'entretien une volonté commune de relancer et de renforcer le partenariat.

- **Activité 3.4.6 : Mise en œuvre de la convention CONFEMEN – CONFES**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention-cadre et de la convention spécifique entre la CONFEMEN et la CONFES, une séance de travail coprésidée par les Secrétaires généraux des deux institutions a eu lieu le mardi 7 juin 2011 à l'hôtel Novotel de Dakar.

Les deux institutions ont réaffirmé leur engagement à poursuivre le partenariat afin de vulgariser les valeurs de l'EPS déjà consignées dans le document de plaidoyer et qui constituent un apport inestimable pour la réalisation des objectifs de l'EPT.

Des décisions ont été exécutées par les deux institutions :

- l'envoi d'une lettre signée conjointement par les Secrétaires généraux des deux institutions ;
- la mise à disposition d'une enveloppe de 10 500 000 F CFA dont 2 000 000 F CFA de la CONFEMEN aux 7 pays retenus (Congo, Sénégal, Vietnam, Burundi, Togo, RDC, Burkina Faso) à raison de 1 500 000 F CFA par pays ;
- la mobilisation de deux experts émanant des deux institutions pour appuyer les pays dans la mise en œuvre de la relance, une fois les commissions mixtes nationales installées.

**Résultat attendu 3.5 : des relations fonctionnelles sont développées avec des partenaires techniques et financiers**

- **Activité 3.5.1 : Organisation des échanges ou rencontres multilatérales et/ou bilatérales avec des institutions régionales et internationales (ADEA, OCDE, UE, BID, ISESCO, BM, BAD, UEMOA, UNESCO, UNICEF, CEDEAO, NEPAD, IMOAFast Track, etc.).**

Au cours de l'année 2011, dès sa prise de service, le Secrétaire général a rencontré le Ministre de l'Enseignement préscolaire, de l'élémentaire, du moyen-secondaire et des langues nationales du Sénégal, Président en exercice de la CONFEMEN. Il a également effectué des visites de courtoisie et a eu des entretiens avec des ministres et/ou des directeurs en charge de l'éducation des pays, tels que le Sénégal, le Cameroun, la Mauritanie, le Burkina Faso, la République Démocratique du Congo, la Communauté française de Belgique, le Maroc. Les entretiens ont porté surtout sur des questions d'intérêts communs et sur les perspectives de la CONFEMEN.

En outre, dans le cadre du partenariat, le Secrétaire général a eu des séances de travail au Sénégal avec la représentante personnelle du chef de l'État auprès du CPF/OIF, la Directrice de l'UNESCO/BREDA, la Représentante de l'UNICEF/Pays, la Spécialiste en développement humain au bureau de la Banque Mondiale, la Cheffe de délégation de l'Union Européenne, le Chargé de l'éducation à la Coopération japonaise (JICA), le Directeur des programmes de l'ACDI, l'Ambassadeur de Suisse, la Cheffe suppléante de la Division Afrique de l'ouest – DDC/Suisse, le Représentant de la Coopération Luxembourgeoise, la Déléguée de

Wallonie-Bruxelles, l'Ambassadeur de Roumanie, la Directrice du centre de la CEDEAO pour le développement du genre, le Directeur du Bureau régional Afrique de l'Ouest de l'AUF, le Secrétaire général de la CONFEMEN.

Dans le cadre de ses missions à l'étranger, le Secrétaire général a eu des séances de travail :

◊ **En France**

En janvier 2011, le Secrétaire général a rendu des visites de courtoisie aux responsables des ministères de l'Éducation nationale et des Affaires étrangères et européennes de la France ainsi qu'à l'Agence française de développement (AFD) pour les remercier de leurs soutiens à la CONFEMEN. Ils ont échangé sur sa feuille de route dont le contenu est traduit plus tard en plan d'actions 2011 /2012 et ont discuté des questions pendantes (le coordonnateur du PASEC, l'apport de la CONFEMEN au développement des systèmes éducatifs des pays francophones du sud).

Au cours de ce séjour en France, une visite de courtoisie a été rendue au Secrétaire général de l'OIF, Son Excellence, le Président Abdou DIOUF pour le remercier de l'appui de l'OIF et recueillir ses conseils pour la réussite de sa mission. Le Secrétaire général a rencontré aussi l'Administrateur de l'OIF, Monsieur Clément DUHAIME et le Directeur de l'Éducation et de la formation, Monsieur Soungalo OUEÐRAOGO. Ils ont échangé sur les dossiers en commun avec l'OIF.

◊ **Au Canada**

Du 17 au 22 septembre 2011, le Secrétaire général de la CONFEMEN a effectué une mission de travail et a rendu des visites de courtoisie aux responsables des institutions membres de la CONFEMEN au Canada. Au cours de cette mission, le Secrétaire général a eu plusieurs séances de travail, notamment avec le Directeur de l'ISU à Montréal, le Ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick, la Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et celle des Relations internationales du Québec, le Ministre des Affaires étrangères du Canada et le Sous-directeur de l'ACDI à Ottawa.

Des visites d'institutions de formation professionnelle (Collège communautaire de Moncton, École hôtelière de la commission scolaire de la Capitale) et des entretiens avec des spécialistes et/ou des responsables locaux ont été organisés de manière satisfaisante. Les Correspondants nationaux du Canada ont contribué au succès de cette mission.

#### ◇ Au Maroc

En marge de la session de formation des membres du RIC, le Secrétaire général a été reçu en audience par le Ministre de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique. Il a eu une séance de travail avec le Secrétaire général du ministère de la Formation professionnelle. À l'issue de ces entretiens, la CONFEMEN et les autorités marocaines ont manifesté leur satisfaction et souhaité le renforcement du partenariat.

- **Activité 3.5.2 : Établissement et/ou renforcement de partenariats fonctionnels avec des institutions de formation et de recherche en éducation**

#### ◇ Partenariat avec APRELI@

Apreli@ est une association pour la promotion des ressources éducatives libres africaines qui a mis en place le projet de e-jumelage éducatif francophone qui met à la disposition des écoles, des instituts de formation d'enseignants et des collectivités locales, un ensemble de ressources numériques pour mener des activités pédagogiques entre des écoles africaines et des écoles d'autres régions du monde.

Pour contribuer de façon efficiente aux réflexions de la triennale de l'ADEA devant se tenir en février 2012 à Ouagadougou (Burkina Faso) et présenter les résultats de la phase-pilote à la prochaine conférence e-Learning Africa en mai 2012, à Cotonou (Bénin), Apreli@ et la CONFEMEN ont mis en place, dans le cadre de leur partenariat, un comité technique qui s'est doté d'un programme minimal, centré sur l'organisation d'activités-phares sur les premiers « e-jumelages » éducatifs francophones.

#### **Résultat attendu 3.6 : une visibilité accrue de la CONFEMEN sur le plan mondial, un leadership confirmé dans le domaine de l'Éducation**

- **Activité 3.6.1 : Participation aux grandes réunions régionales et internationales sur l'éducation**

#### ◇ Participation de la CONFEMEN à la 36<sup>e</sup> session de la Conférence générale de l'UNESCO

La 36<sup>e</sup> session de la Conférence générale de l'UNESCO s'est tenue du 25 octobre au 10 novembre 2011 au siège de l'Organisation à Paris. La CONFEMEN était représentée par le Président en exercice et le Secrétaire général qui ont pris part aux travaux.

Dans la commission éducation, la CONFEMEN a pro-

posé d'intégrer au tableau des indicateurs classiques de la mesure de la qualité de l'éducation, les indicateurs du PASEC tels que : le score moyen, la proportion d'élèves en difficulté d'apprentissage ou en situation d'échec, la couverture des programmes en comparaison au temps d'apprentissage ou à l'effectivité du volume horaire attendu par matière et par classe au cours d'une année scolaire. Cette proposition a été approuvée par la commission.

L'une des grandes décisions de la 36<sup>e</sup> session de la Conférence générale, est l'admission de la Palestine au sein de l'UNESCO en tant que pays membre.

#### ◇ Participation de la CONFEMEN au séminaire de la Chaire UNESCO de développement curriculaire

La Chaire UNESCO de développement curriculaire (CUDC) de l'Université de Québec, à Montréal, a invité la CONFEMEN à participer à un séminaire intitulé « *Montage et gestion de projets internationaux en éducation et formation: concepts, techniques, outils* ». Ce séminaire organisé dans le cadre de la programmation 2010-2012 de la CUDC a eu lieu à Montréal le 25 février 2011. La CONFEMEN s'est faite représenter par la Correspondante nationale du MELS du Québec et ancienne conseillère en politiques éducatives à la CONFEMEN.

Le contenu du séminaire portait sur les différentes phases de montage d'un projet d'envergure depuis la publication de l'appel d'offres jusqu'au suivi évaluation, en passant par les termes de référence et les principales étapes d'une proposition technique et financière. L'ensemble a été ponctué d'expériences vécues dans le cadre de projets internationaux.

#### ◇ Participation de la CONFEMEN à la réunion de partage du rapport mondial de suivi sur l'EPT

Le 1<sup>er</sup> mars 2011 a eu lieu à l'UNESCO/BREDA, la réunion de partage du rapport mondial de suivi sur l'EPT/2010. Le rapport révèle entre autres, que la situation de la petite enfance dans le monde est alarmante, 10 millions d'enfants quittent l'école avant la fin du cycle primaire, 40% seulement des élèves accèdent à l'enseignement supérieur, 17% de la population mondiale est analphabète. Le financement est en baisse en 2009 et l'Afrique ne recevra que la moitié de l'aide en 2012.

La réunion de partage a été placée sous le signe « des conflits armés » qui sont à l'origine de l'augmentation



du taux de mortalité et de retards de croissance, du faible taux de scolarisation surtout en Afrique subsaharienne, des viols et violences sexuelles. L'UNESCO a été invité à s'investir davantage pour la consolidation de la paix dans le monde et le renforcement du fonds de solidarité.

Il ressort du rapport que, malgré les importants progrès réalisés par les gouvernements, il reste encore beaucoup à faire en matière de qualité, de gouvernance, de dialogue politique et de financement.

La représentante de la CONFEMEN, a mis l'accent sur le renforcement des partenariats entre les gouvernements, la société civile, les PTF et le secteur privé, pour inculquer les bases de la paix et arriver à trouver des solutions communes et durables. La recherche de données fiables constitue une préoccupation majeure pour la communauté internationale.

◊ **Revue ministérielle annuelle du Conseil économique et social des Nations unies et Conférence panafricaine sur le thème: « question enseignante dans le contexte des réformes des systèmes éducatifs »**

Le Conseil économique et social des Nations unies, en concertation avec l'UNESCO/BREDA a organisé, du 12 au 15 avril 2011 à Lomé (Togo), une rencontre internationale qui a porté sur d'une part la revue ministérielle du conseil économique et social des Nations unies et d'autre part la conférence panafricaine sur le thème suivant : « **Question enseignante dans le contexte des réformes des systèmes éducatifs** ».

La revue a été organisée autour de deux sessions suivies de communications, à la suite desquelles, la société civile a rappelé aux gouvernements et aux partenaires techniques et financiers les engagements pris lors du Forum de Dakar sur l'exercice des droits à l'éducation. Elle les a invités par ailleurs à imaginer des ressources innovantes de financement de l'éducation et à mettre en place une Fondation africaine pour le droit à l'éducation.

La conférence a été organisée conjointement par la Commission de l'Union Africaine, l'UNESCO/BREDA, l'ADEA, en collaboration étroite avec l'UNICEF, la CONFEMEN, le ministère des Enseignements primaire, secondaire et de l'alphabétisation (MEPSA) de la République du Togo, ainsi que plusieurs autres agences et organisations du système des Nations Unies. Cette Conférence est une activité inscrite au plan d'actions de la sous-thématique éducation et développement des ressources humaines dans le cadre de l'appui des Nations Unies à l'Union Africaine et à son programme NEPAD qui se fixe pour objectif de trouver des solutions durables à la question enseignante.

La CONFEMEN y a contribué à travers la prise en charge de la participation de deux pays.

Un discours axé sur les réalisations de la CONFEMEN relatives à la question enseignante a été prononcé par la représentante du Secrétaire général lors de la cérémonie d'ouverture.

La CONFEMEN a aussi fait une présentation des travaux du PASEC structurée autour de trois points :

- l'état de la recherche sur la qualité de l'éducation ;

- l'influence du facteur enseignant dans la qualité des apprentissages des élèves ;
- les politiques éducatives mises en place à cet effet.

#### ◊ Participation à la conférence sur le développement du livre en Afrique

Dans le cadre des activités préparatoires de sa Triennale prévue en Février 2012 à Ouagadougou, l'ADEA a organisé du 3 au 5 octobre 2011 à Nairobi (Kenya) une conférence sur le développement du livre en Afrique. Cette Conférence a servi de forum de dialogue politique et stratégique à 60 participants issus de différents groupes d'intérêt des secteurs du livre et de l'éducation, afin de mettre en place des stratégies éclairées et de définir les rôles et responsabilités des différents acteurs en vue d'engagements féconds pour le futur.

Un appel a été lancé à tous les acteurs continentaux et multilatéraux intervenant dans le secteur de l'éducation pour impulser et convaincre de la nécessité d'apporter un soutien significatif au développement du livre. Les recommandations issues des différents travaux de la CONFEMEN sur les manuels scolaires adoptées par les ministres ont été reconnues par la Conférence qui s'est engagée à inciter les pays à ratifier l'accord de Florence/Italie (1950) et le protocole de Nairobi/Kenya(1976).

#### ◊ Participation de la CONFEMEN à d'autres réunions régionales et internationales

Dans le cadre toujours du renforcement du partenariat, la CONFEMEN a pris part aux activités ci-après :

- **La table-ronde sur le thème enseignement des sciences et technologie pour un développement durable** qui s'est déroulée à la RTS le 16 mars 2011 dans le cadre de la quinzaine de la Francophonie ;
- **l'atelier de validation du rapport volontaire** sur le niveau de réalisation des engagements internationaux en matière d'éducation du Sénégal qui s'est tenu le 1<sup>er</sup> juillet 2011 au CNRE à Dakar ;
- **le lancement de la semaine de la science et de l'exposition « Océans et savanes »**, qui a eu lieu le lundi 28 novembre 2011 à l'Institut français de Dakar ;
- **la journée de réflexion sur la démocratie** organisée le jeudi 8 décembre 2011 par le Groupe des Amis de la Francophonie, en collaboration avec l'Université Cheikh Anta DIOP;
- **la cérémonie de relance du Programme Santé à l'école** organisée le 1<sup>er</sup> décembre 2011 par la ville de Dakar ;

- **le vernissage de l'exposition « Objectif Développement »** organisé par l'AFD à l'occasion de son 70<sup>e</sup> anniversaire, le 2 décembre 2011 à l'Institut français de Dakar avec le concours de l'agence Magnum Photos ;
- **le lancement du rapport africain sur le bien-être de l'enfant 2011**, intitulé « Budgétiser en faveur des Enfants », effectué le 25 mai 2011 ;
- **le 2<sup>e</sup> séminaire international de partage et d'appropriation d'une nouvelle vision de la formation pédagogique dans l'enseignement des sciences et de la technologie** organisé par la Déléguée Wallonie-Bruxelles et le Grand-duché de Luxembourg, du 21 au 22 novembre 2011 en partenariat avec le Comité de pilotage pour le développement de l'Enseignement des sciences et de la technologie (CNPDST) et l'Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal (ANSTS) ;
- **le Panel sur les risques liés aux avortements pratiqués dans de mauvaises conditions** organisé le 08 mars 2011 dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la femme par le Centre de la CEDEAO pour le développement du genre (CCDG), le Ministère du Genre et des relations avec les associations féminines africaines et étrangères (MIGRAFAE) et l'Association des femmes médecins du Sénégal (AFEMS).
- **Activité 3.6.2 : Participation aux revues sectorielles dans les pays membres**

#### ◊ Réunion de coordination nationale PTF/Gouvernement du Sénégal autour du programme décennal de l'éducation et de la formation (PDEF)

Le 15 mars 2011 s'est tenue au ministère de l'Enseignement préscolaire, de l'élémentaire, du moyen-secondaire et des langues nationales, la réunion de coordination nationale des PTF et du Gouvernement du Sénégal à l'effet de préparer la mission de supervision terrain.

Les PTF ont suggéré d'affiner des indicateurs de performance de la matrice générale de suivi du PDEF et de s'entendre sur les seuils de maîtrise.

Le 14 juillet 2011 une deuxième réunion a eu lieu au Centre national de ressources éducatives / Sénégal (CNRE) pour partager et valider le contenu de l'aide-mémoire de la 10<sup>e</sup> revue, partager le contenu du manuel de procédures administratives et examiner le cycle de bilan programmation.



- **Activité 3.6.3 : Participation aux colloques scientifiques**

La CONFEMEN n'a pas participé à des colloques scientifiques au cours de l'année 2011 mais à des réunions internationales.

**Résultat attendu 3.7 : les réunions des instances sont bien préparées et bien organisées dans les délais**

- **Activité 3.7.1 : Réunion du Groupe de travail des correspondants nationaux**

La réunion du Groupe de travail des Correspondants nationaux des États et gouvernements membres du Bureau de la CONFEMEN a eu lieu du 7 au 11 mars 2011, à Dakar (Sénégal). Cette rencontre avait pour principal objet, la préparation de la réunion du Bureau prévue à Yaoundé (Cameroun) du 9 au 12 mai 2011. Les documents ci-après ont été validés par les CN :

- bilan technique et financier 2010 de la CONFEMEN ;
- état de mise en œuvre des recommandations de la

54<sup>e</sup> session ministérielle ;

- notes sur le partenariat entre la CONFEMEN et d'autres structures et organisations internationales ;
- axes d'orientations du plan d'actions pluri-annuel 2011-2012 et son cadre logique ;
- éléments d'orientation du thème de la 55<sup>e</sup> session ministérielle ;
- bilan et perspectives du PASEC ;
- projet de calendrier des réunions de l'intersession ;
- note de présentation des projets de statut de la CONFEMEN et d'élaboration d'un statut particulier du personnel du STP/CONFEMEN.

À l'issue de la réunion, un rapport a été élaboré et transmis aux CN accompagné des documents susmentionnés pour adoption définitive.

- **Activité 3.7.2 : Réunion du Bureau**

La session du Bureau s'est tenue à Yaoundé (Cameroun) du 11 au 14 mai 2011. Elle est composée de trois réunions :

- la réunion de la CAF ;

- la réunion des correspondantes et correspondants nationaux, membres du Bureau de la CONFEMEN ;
- la réunion des ministres des pays membres du Bureau.

Les documents ci-après ont été adoptés avec des recommandations :

- le plan d'actions pluri-annuel de la CONFEMEN (2011 – 2012) ;
- le rapport de la CAF ;
- le tableau portant sur l'analyse de la faisabilité de la mise en œuvre des recommandations de la 54<sup>e</sup> session ministérielle ;
- le tableau portant sur l'analyse de la faisabilité de la mise en œuvre des recommandations issues du mémorandum et du cadre d'action sur la qualité de l'éducation ;
- les termes de référence de l'étude sur la formation professionnelle et technique ;
- les orientations de la 55<sup>e</sup> session ministérielle avec reformulation du thème : « *la diversification de l'offre d'éducation de base : les grands défis pour*

*l'école de demain* » avec prise en compte des TIC et du développement durable ;

- le bilan et les perspectives du PASEC ;
- la note justifiant la nécessité de révision des statuts de la CONFEMEN et d'élaboration d'un statut particulier des personnels du STP/CONFEMEN.

Le rapport de la réunion a été transmis aux pays. Une motion de remerciements a été adressée aux autorités du Cameroun pour la bonne tenue de la réunion.

#### • **Activité 3.7.3 : Session ministérielle**

Dans le cadre de la préparation de la 55<sup>e</sup> session ministérielle, le thème retenu : « *la diversification de l'offre d'éducation de base : les grands défis pour l'école de demain* » fera l'objet d'un document d'orientation et de réflexion alimenté par les recherches et les études de cas pays. En plus du thème principal, le Bureau a décidé de prendre en compte la question des TIC et du développement durable comme thèmes spécifiques.

Le Tchad a accepté d'abriter la 55<sup>e</sup> session ministérielle qui aura lieu en décembre 2012.





## **RÉFLEXION SUR L'ÉVOLUTION DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS EN RAPPORT AVEC L'ÉVALUATION DES PERFORMANCES DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS : COÛT ET EFFICACITÉS (AXE 2)**

Ce chapitre fait un résumé des activités réalisées dans le cadre de l'axe 2 du plan d'actions pluri-annuel 2011-2012 de la CONFEMEN : « réflexion sur l'évolution des systèmes éducatifs en rapport avec l'évaluation des performances des systèmes éducatifs : coût et efficacité ». Il comprend 15 activités, classées en fonction des 3 grands résultats du PASEC, tels que déclinés dans le plan d'actions. De manière synthétique, les activités du PASEC en 2011 se sont essentiellement concentrées sur la finalisation des nouveaux tests d'acquis des élèves, la poursuite des évaluations en cours, le lancement des évaluations en Asie et la restructuration du programme PASEC. Les tests ont été finalisés dans des délais très courts afin de pallier au retard de la livraison des items par le consultant. Au terme de cette activité, il est apparu que le temps de passation des tests avait sensiblement augmenté, entraînant un accroissement substantiel du coût des évaluations PASEC. Ainsi, trois évaluations ont dû être annulées en 2011 par manque de moyens financiers.

Par ailleurs, la volonté du PASEC de pouvoir comparer les résultats de ses évaluations avec le programme SACMEQ, de maximiser l'impact des évaluations au niveau international et national, de pallier aux difficultés de financement des évaluations et de rendre le travail des Conseillers techniques plus efficient, a poussé le STP de la CONFEMEN et le Comité scientifique à accélérer la restructuration du PASEC, afin qu'une nouvelle stratégie d'actions soit disponible en 2012. La numérotation des résultats attendus et des activités suit le même ordre que dans le plan d'actions.

### **Résultat attendu 2.1 : Les capacités d'intervention du STP et des pays membres sont renforcées.**

- **Activité 2.1.1 : Poursuite de la rénovation du dispositif de formation PASEC**

Après avoir mené et apprécié les résultats d'une étude sur les besoins de formation des équipes nationales et sur la faisabilité d'une formation ouverte à distance (FOAD), plusieurs scénarios ont été proposés. Le premier scénario suggérait d'externaliser la formation PASEC au sein de la formation PSGSE (Politique sectorielle de gestion des systèmes éducatifs), qui est un MASTER proposé par le Pôle de Dakar/UNESCO. Cependant, ce scénario a été abandonné car il proposait uniquement aux équipes nationales une formation diplômante, sans prendre en compte la possibilité que les équipes nationales puissent juste avoir besoin d'accroître certaines compétences professionnelles. De

plus, ce scénario n'était pas assez flexible et ne permettait pas au PASEC de pouvoir former les équipes nationales en fonction des besoins en formation pour la mise en place des évaluations groupées.

Le deuxième scénario proposait la rénovation du système de formation PASEC, avec l'idée de permettre aux apprenants d'intégrer des formations universitaires par l'intermédiaire de l'obtention de crédits pour certains modules. Cette stratégie s'appuyait sur la mise en place d'une formation à distance gérée par un conseiller technique spécialisé en ingénierie de formation. La formation devant être orientée, de façon à ce qu'elle suive les grandes étapes d'une évaluation, permettant du même coup d'autonomiser les équipes nationales afin qu'elles puissent prendre en charge une plus grande part de l'évaluation.

Cependant, suite à l'accélération de la rénovation de la stratégie du PASEC vers des évaluations groupées à l'horizon 2014, ce deuxième scénario a été mis en attente.

Le PASEC, sous recommandation du Comité Scientifique se propose donc pour les cinq prochaines années de restructurer sa formation selon trois axes :

**Axe 1 /** Formation à la compréhension et à la conduite des évaluations PASEC organisées lors de rencontres internationales.

**Axe 2 /** Formation à l'interprétation du rapport international, à la conduite d'analyses statistiques sur les bases de données et à la rédaction des rapports nationaux.

**Axe 3 /** Formation méthodologique à la demande d'équipes nationales pour la conduite de leurs propres études (échantillonnage, analyse des scores, modélisations statistiques...).

Cette stratégie de formation permettra de répondre aux besoins spécifiques de formation selon les demandes des équipes nationales à des moments précis (dans la limite des modules de formation disponibles), de former les équipes nationales en fonction des besoins des évaluations groupées, et enfin de les appuyer pour la rédaction des rapports nationaux.

Également, le PASEC a assisté à des réunions du programme de formation PSGSE du pôle de Dakar pour nourrir la réflexion autour d'une refonte du dispositif de formation.

À ce jour il est envisagé que le PASEC fournisse au Pôle de Dakar des modules de formation au niveau de l'analyse des données sur la qualité des systèmes éducatifs.

Des réunions entre le Pôle de Dakar et le PASEC ont



eu lieu et se poursuivront afin de mieux définir les modules que les deux programmes partageront. A terme, il est envisagé un partenariat solide et durable entre les deux programmes (PASEC et PSGSE) dans le but de pérenniser les actions de renforcement de capacités des systèmes éducatifs africains.

- **Activité 2.1.2 : Développement de la coopération Sud-Sud dans les évaluations notamment lors de la phase de saisie des données**

Cette activité, qui visait à faire appel à des membres des équipes nationales pour appuyer d'autres équipes pays lors des phases de saisie des données, n'a pas été mise en œuvre, car aucune évaluation ne se trouvait à cette étape. Cependant le développement de la coopération sud-sud, à savoir entre équipes nationales est à repenser selon la nouvelle stratégie du PASEC.

- **Activité 2.1.3 : Finalisation du guide méthodologique PASEC**

Une première version du guide méthodologique PASEC portant sur les évaluations (PASEC I à XI) est disponible. Ce guide comporte les modules relatifs à l'échantillonnage, à la collecte et à la saisie des données, au traitement et à l'analyse des données. Il sera disponible en ligne à partir du premier trimestre 2012. En revanche, le module portant sur les tests est en cours d'élaboration.

L'ensemble de ces modules sont en cours de rénovation compte tenu des nouvelles orientations du PASEC.

- **Activité 2.1.4 : Réunions du comité scientifique PASEC**

L'année 2011 a été marquée par le départ de M. Alioune DIAGNE et le décès de M. Claude SAUVAGEOT. Suite à cela, l'équipe du Comité scientifique a vu l'arrivée de Mme Agnès FLORIN, Enseignante chercheuse à l'université de Nantes ; M. Jean-Claude EMIN, ancien sous-directeur à la DEPP (Direction de l'Évaluation, de la prospective et de la performance) ; M. Jean-François KOBIANE, Enseignant chercheur en démographie à l'université de Ouagadougou ; M. Nadir ALTINOK, Maître de conférence à l'université de Reims. En vue de son renforcement, le Comité scientifique du PASEC est passé de 6 à 8 membres.

Le rôle du Comité scientifique est d'assurer un encadrement scientifique et d'appuyer les conseillers techniques au niveau des méthodologies à utiliser ou à renouveler, de valider les analyses statistiques des évaluations, ainsi que toutes les études ou travaux commandités par des consultants externes. Il contribue au renforcement des capacités des CT.

En plus des réunions, le Comité scientifique appuie les conseillers techniques à distance tout au long de l'année. Ainsi, en 2011, le Comité scientifique a été sollicité à travers la révision et la validation des nouveaux tests, l'analyse des données des mises à l'essai des nouveaux tests, la validation et l'appui méthodologique au niveau des évaluations (Togo, Liban, Côte d'Ivoire, Vietnam, Cambodge, RDP Lao, Tchad, RDC), le transfert de connaissances dans certains domaines, la relecture et validation des études effectuées par des consultants

(étude du CIEP), l'appui à l'orientation scientifique que doit prendre le PASEC pour atteindre les standards internationaux.

Le Comité Scientifique s'est réuni à deux reprises pendant l'année 2011.

La première réunion s'est déroulée à Paris, du 22 au 23 janvier 2011 pour discuter des évaluations PASEC en cours, des résultats de l'étude d'impact du PASEC, de ceux de l'étude sur la rénovation du dispositif de formation et de la rénovation des tests. Elle a abouti sur un nouveau tableau de spécification et sur une collaboration avec l'Institut national d'éducation et d'action pour le développement de l'éducation (INEADE) pour faire avancer la révision des tests du PASEC (amélioration des items existants et élaboration des nouveaux items).

À partir des recommandations des instances de la CONFEMEN, le Comité scientifique a suggéré au PASEC de faire évoluer le mode d'organisation des évaluations en les regroupant par cohorte de 15 pays tous les 3 ans comme cela se fait dans d'autres programmes. Cette stratégie permettra de porter un regard comparatif au niveau international sur les systèmes éducatifs des pays membres de la CONFEMEN, et ce à des moments décisifs de la scolarité des élèves. De plus, l'impact des évaluations PASEC sera renforcé grâce à la restitution des résultats à l'échelle internationale et non plus nationale.

Ainsi, la comparaison internationale des acquis des élèves ne se fera plus sur plusieurs années mais sur une année scolaire. Il a également proposé la spécialisation des Conseillers techniques et la réduction de leur rotation pour une réalisation efficace de ce mode d'évaluation.

La seconde qui s'est tenue à Liège (Belgique), du 14 au 16 septembre 2011 a porté sur le suivi des évaluations PASEC IX, X et XI en cours, les procédures techniques de mise à l'essai des nouveaux tests, le nouveau budget des évaluations PASEC ainsi que les résultats de l'étude sur la structuration d'une base de données PASEC et la synthèse des résultats PASEC de 2004 à 2009 (cf. rénovation des tests, structuration d'une base de données PASEC).

Il est apparu que la modélisation des scores dans les rapports de la Côte d'Ivoire, du Tchad et du Togo doit être améliorée.

La synthèse des résultats du PASEC a été réalisée avec la modélisation linéaire hiérarchique. Elle a conduit à des résultats similaires à ceux déjà disponibles. Le Comité scientifique a validé cette synthèse sous réserve de l'intégration de ses commentaires et suggestions.

La réunion de Liège a aussi mis l'accent sur la finalisation de l'outil de saisie en ligne.

À l'issue de chacune des deux réunions, un rapport a été produit.

### **Résultat attendu 2.2 : Les données quantitatives et qualitatives évolutives des systèmes éducatifs des pays membres sont connues et cernées.**

- **Activité 2.2.1 : Réalisation d'un état des lieux de l'atteinte des objectifs de l'EPT liés aux OMD dans les pays membres de la CONFEMEN, 10 ans après le Forum de Dakar**

Un état des lieux de l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) a été fait. Le document est disponible et présente les progrès réalisés en 10 ans après le forum de Dakar en avril 2000 et rappelle les principaux défis qui se posent aux systèmes éducatifs des pays francophones en développement. La situation diffère d'une région à l'autre.

#### **– Ainsi, au niveau des indicateurs d'accès :**

En Afrique de l'Ouest (11 pays francophones), trois pays ont réalisé depuis 2009 des taux bruts d'admission (TBA) et des taux bruts de scolarisation (TBS) de plus de 100% ; cinq pays ont des TBA et des TBS compris entre 78 et 99% et deux pays sont en deçà de 75% de taux de scolarisation.

En Afrique centrale, six (6) pays francophones sur sept (7) ont presque 100% de TBA, sinon plus.

En Afrique de l'Est et Océan indien (7 pays francophones), les indicateurs d'accès (TBA, TBS) ont atteint un niveau plus ou moins satisfaisant. Deux pays présentent une situation exceptionnelle avec des TBA respectifs de 149% et 191% et des TBS respectifs de 147% et 151%.

Dans les 9 pays de l'Asie, du Pacifique, du Maghreb, du Proche Orient et des Antilles, les TBA et les TBS sont au-delà de 100%.

Toutefois, les taux d'achèvement sont en deçà des attentes et nécessitent encore des efforts supplémentaires. Selon les régions et selon les pays, ils varient entre 40 et 87% pour les pays d'Afrique de l'Ouest et sont compris entre 33 et 74% pour les pays d'Afrique centrale.

Les pays de l'Asie, du Pacifique, du Maghreb, du Proche Orient et des Antilles se distinguent avec des taux d'achèvement compris entre 75 et 93%.

#### **– Au niveau de l'indice de parité :**

Dix (10) pays francophones en développement ont atteint l'objectif de l'EPT relatif à la parité fille/garçon ; deux pays présentent une situation préoccupante avec 7 filles pour 10 garçons scolarisés de la même tranche d'âge ; les autres pays ont un indice de parité situé entre 8 ou 9 filles pour 10 garçons.

– *Au niveau de la qualité :*

La qualité des enseignements en relation avec l'adaptation à la vie courante est l'une des préoccupations qui se posent aujourd'hui aux acteurs et partenaires des systèmes éducatifs.

Selon les évaluations du PASEC, la proportion d'élèves en difficulté d'apprentissage varie entre 10 et 60% selon les pays et/ou la classe ou la matière enseignée (langues et/ou mathématiques). C'est pourquoi pour la prochaine décennie de l'éducation, l'accent doit être mis sur l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les pays francophones.

– *Au niveau du financement et des perspectives :*

Le document fait ressortir que le niveau de financement des systèmes éducatifs des pays francophones en développement varie entre 3 et 5% du PIB selon les pays. Exceptionnellement, 4 pays sont au-delà de 7% de leur PIB consacré à l'éducation.

En somme, en 2000, les pays francophones du Sud accusaient un grand retard en matière de scolarisation. Entre 2000 et 2010, des progrès notables dans le domaine ont été réalisés dans ces pays grâce à un effort soutenu de financement tant au niveau national qu'au niveau de la Communauté internationale.

Toutefois, d'énormes difficultés pouvant entraver à terme l'atteinte des OMD au niveau de l'éducation se posent encore. Il s'agit notamment des conflits armés, de la vie chère, de la persistance de la pauvreté, de la crise de la dette, de la rareté des ressources financières et du rythme accéléré de la croissance démographique. A ces contraintes majeures d'ordre général s'ajoutent des défis spécifiques liés au secteur de l'éducation. Il s'agit entre autres de :

- l'utilisation des langues nationales dans une approche de bilinguisme ;
- le recrutement en nombre suffisant et la qualification du personnel enseignant ;
- l'obligation scolaire et la gratuité de l'éducation de base ;
- la culture de l'évaluation des acquis scolaires et des performances des systèmes éducatifs en vue d'assurer une éducation de qualité ;
- le développement des passerelles entre le système formel et le non formel, entre l'enseignement général et la formation professionnelle ;
- le développement du partenariat public/privé dans l'éducation ;
- l'implication effective et efficace des organisations de la société civile (OSC).

C'est pourquoi, les pays et la communauté internationale doivent poursuivre les efforts, la réflexion et la concertation en vue de trouver des alternatives.

**Résultat attendu 2.3 : La CONFEMEN a contribué à l'élaboration des diagnostics des systèmes éducatifs dans les pays retenus.**

- **Activité 2.3.1 : Réalisation des évaluations diagnostiques : Côte d'Ivoire, Liban, RDC, Tchad, Togo.**

◊ PASEC IX

– Côte d'Ivoire

Suite à de nouveaux commentaires du Comité scientifique, le rapport d'évaluation de la Côte d'Ivoire est en cours de finalisation. La restitution est prévue pour la deuxième semaine du mois d'avril 2012.

– Liban

Les Conseillers techniques en charge du dossier ont produit un premier rapport qui a été validé par le Comité scientifique sous réserve de l'intégration de ses observations et commentaires. Le rapport sera envoyé au Comité scientifique pour une dernière validation. Compte tenu des raisons indépendantes de la volonté du PASEC, la restitution de ce rapport est prévue à Beyrouth en début mars 2012.

◊ PASEC X

– République Démocratique du Congo

Deux missions ont été réalisées par le Conseiller technique en charge du dossier. La première mission (réalisée en février 2011) a permis la formation des membres de l'équipe nationale PASEC aux méthodes d'analyse de données. Cette mission a été aussi l'occasion de discuter de différents résultats obtenus tant pour l'évaluation nationale que pour l'évaluation des provinces. Des résultats provisoires de l'évaluation nationale et des évaluations de provinces ont été mis à la disposition de la République Démocratique du Congo, à sa demande. Suite à la mission du Conseiller technique dans le pays, le STP a accueilli le responsable de l'équipe nationale PASEC en Avril 2011. Sa présence a été utile pour mieux documenter les résultats issus de la modélisation des scores des élèves. Ces deux missions (l'une pour le Conseiller technique et l'autre pour le responsable de l'équipe nationale) ont conduit à la rédaction d'un rapport national qui a été validé par le Comité scientifique en mai 2011. La mission de restitution des résultats a eu lieu en juin 2011. Un membre du Comité scientifique était présent à cette restitution.

Les résultats de l'évaluation et les recommandations issues de l'atelier national de restitution ont été accueillis favorablement par le pays.

Le rapport et les plaquettes seront édités et publiés en 2012.

En plus de l'évaluation, le pays a bénéficié, à sa demande, d'un renforcement de capacités des cadres du ministère en octobre 2011.

#### – Tchad

Une mission d'appui au traitement des données a été réalisée du 14 au 18 mars 2011. Les activités menées au cours de la mission ont permis d'appuyer techniquement l'équipe nationale dans le contrôle et la validation des données collectées lors des opérations terrains et d'initier l'équipe nationale aux procédures de traitement des données PASEC à l'aide du logiciel statistique Stata. Depuis, le STP travaille sur l'analyse des données et envisage une mission d'analyse des données en janvier 2012 en vue de les finaliser et préparer le rapport. Les résultats du rapport provisoire ont été discutés avec une partie de l'équipe PASEC Tchad lors de l'atelier de formation international de Saly et ont permis de partager et d'orienter les problématiques de l'analyse. De plus, des ajustements méthodologiques ont été discutés étant donné les caractéristiques des données de l'évaluation. Dans ce rapport, un accent tout particulier sera donné sur la comparaison des résultats entre 2004 et 2009, sur la question enseignante et sur les bonnes pratiques observées.

Cette évaluation est caractérisée par une perte énorme d'élèves entre les tests administrés au cours de l'année scolaire 2009/2010. En effet, plus de 20% des élèves n'ont pas été retrouvés en fin d'année scolaire, posant ainsi un possible problème de sélection de l'échantillon. Ceci sera vérifié dans l'échantillon et une remédiation sera proposée, le cas échéant.

Le rapport est en cours d'élaboration et l'atelier de restitution pourrait se tenir à Ndjamena en avril 2012.

#### – Togo

L'analyse de données a été faite entre janvier et mars 2011. Elle a abouti à des résultats provisoires. La mission d'analyse des données effectuée du 28 mars au 08 avril 2011 a permis de former l'équipe nationale à l'analyse des données, de revoir avec ladite équipe les résultats provisoires obtenus et de les présenter aux cadres du ministère pour un affinement. Après cette mission, le travail complémentaire fait par le Conseiller technique a abouti à des modèles économétriques qui ont été discutés avec le responsable de l'équipe nationale lors de sa mission à Dakar dans la 2<sup>e</sup> quinzaine du mois de juillet 2011. La rédaction du rapport se poursuit et s'achèvera en fin janvier 2012. L'atelier de restitution pourrait se tenir à Lomé en mars 2012.

- **Activité 2.3.2 : Réalisation des évaluations dans 8 pays du PASEC II : le Mali, le Niger, la Mauritanie, le Cameroun, la Guinée-Bissau, le Cambodge, la RDP Lao et le Vietnam.**

#### ◇ PASEC XI

Le PASEC XI devait concerner initialement 8 pays (le Mali, le Niger, la Mauritanie, la Guinée-Bissau, le Cameroun, le Cambodge, la République Démocratique Populaire (RDP) Lao et le Vietnam) mais, pour des contraintes budgétaires, l'évaluation dans certains pays (Cameroun, Mauritanie, Guinée Bissau) est reportée ultérieurement. Cependant, pour le Niger une entente a été trouvée avec l'AFD et le gouvernement pour le financement de l'évaluation en dehors du budget de la CONFEMEN. À cet effet, il est prévu seulement un post test, en mai 2012.

Quant aux autres pays, une mission d'appui d'un Conseiller technique à l'adaptation et à la traduction des tests a été faite dans les 3 pays asiatiques (Cambodge, RDP Lao, Vietnam) du 08 au 12 août 2011 et au Mali lors de la mission d'identification du 15 au 26 août 2011. Cette mission a présenté les nouveaux tests PASEC suite à leur rénovation. La mission a constaté la pertinence de ces nouveaux tests relativement au programme officiel d'enseignement primaire des différents pays. Il a été ainsi procédé à une adaptation culturelle (concernant les noms propres de personnes, de villes ou pays, de matériels, etc.) de ces tests au contexte de chaque pays. Les procédures de traduction ont été également retenues, notamment celles de double traduction par des experts nationaux suivie d'une conciliation pour le Cambodge et la vérification pour les autres pays par une structure internationale spécialisée en la matière. L'équipe nationale a été également formée à l'administration de ces nouveaux tests.

Pour le Cambodge, une deuxième mission d'un Conseiller technique a été conduite du 24 au 28 octobre 2011 pour appuyer l'équipe nationale à la préparation de la mise à l'essai des tests traduits. Une mission similaire a été également conduite par un conseiller technique en RDP Lao dans la période du 21 au 25 novembre 2011. Ces missions avaient pour objectif de renforcer les capacités de l'équipe nationale sur la passation des tests PASEC, en vue de leur permettre de former à leur tour les administrateurs de tests. Les opérations de la mise à l'essai des tests au Vietnam et au Mali ont été discutées respectivement lors de la mission d'adaptation et d'identification et ont été pilotées à distance ; ce qui a permis les opérations de mise à l'essai au Vietnam, les 29 et 30 septembre 2011 ; au Cambodge, le 2 novembre 2011 ; au Mali, le 14 novembre 2011 et à la RDP Lao, les 23 et 24 novembre 2011. Après la collecte de données de cette mise

à l'essai, le PASEC avec l'appui du Comité scientifique a procédé à l'analyse des caractéristiques psychométriques des items en vue de leur validation. Cette analyse n'a pas fait ressortir de problèmes majeurs de ces nouveaux tests dans les trois derniers pays.

Cependant au Vietnam, l'analyse a montré des taux de réussite trop élevés en 2<sup>e</sup> année. La participation de la plupart des élèves vietnamiens à des cours de vacances pourrait expliquer en partie ces résultats, d'autant plus que la collecte de données a été réalisée dans la capitale.

Enfin, une mission de préparation de la phase d'enquête et d'appui à la formation des administrateurs s'est tenue dans les différents pays en dehors de la RDP Lao, au Vietnam du 7 au 11 novembre 2011, au Cambodge et au Mali du 28 novembre au 02 décembre 2011 pour lancer la collecte des données du pré test.

Au Cambodge, la collecte des données du pré test est combinée à celle du post test mais sur une cohorte d'élèves différente. Cette mission a (i) formé l'équipe nationale sur la passation des tests, (ii) appuyé l'équipe à former les administrateurs de tests, (iii) tiré l'échantillon de 180 écoles pour l'évaluation PASEC (ainsi que les écoles de remplacement), et (iv) planifié les opérations terrain de cette collecte. Les opérations de collecte se sont ainsi déroulées au Cambodge du 12 au 23 décembre 2011 sur l'échantillon de 180 écoles avec 4 classes (2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> année) enquêtées dans chacune. Rappelons que les niveaux de 3<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> année ont été retenus pour permettre de passer les post-tests et permettre une analyse à valeur ajoutée au niveau école et non plus élève.

Au Vietnam et au Mali, la collecte de données du pré test s'est déroulée en 2<sup>e</sup> et en 5<sup>e</sup> année du 5 au 9 décembre 2011. En RDP Lao, les préparatifs et la collecte des données relatives au pré test ont été discutés lors de la mission de préparation de la mise à l'essai des tests. Ils ont été pilotés à distance. La collecte de données est prévue du 9 au 13 janvier 2011 et concernera la 2<sup>e</sup> et la 4<sup>e</sup> année.

Après la collecte de données, l'équipe nationale procède dans les trois premiers pays à la correction/codification des tests et des questionnaires contextuels dans la période de décembre 2011 à janvier 2012.

Au Cambodge, les activités de 2012 débuteront avec la saisie des données collectées avec l'appui du PASEC. Le traitement et l'analyse des données suivront pour permettre une restitution des résultats au plus tard en septembre 2012.

Dans les autres pays, la saisie des données démarrera en février 2012.

- **Activité 2.3.3 Synthèse des travaux du PASEC sur les facteurs influents de la qualité des apprentissages**

Cette activité confiée à un consultant (le CIEP) consistait d'abord à la structuration d'une base de données agrégée du PASEC et à produire ensuite la synthèse des résultats des évaluations de 2004 à 2009.

Un atelier de restitution des résultats de l'étude s'est tenu à Dakar du 29 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2011. Les participants étaient composés des experts du CIEP, du personnel du STP, d'un analyste de politiques éducatives du Pôle de Dakar et d'un informaticien de l'Agence universitaire de la Francophonie. À l'issue de l'atelier, le consultant a amélioré son travail en y intégrant les suggestions.

Le CIEP a présenté les résultats de cette étude au Comité scientifique du PASEC lors de sa réunion à Liège en septembre 2011. Le Comité scientifique a validé le volet portant sur la structuration de la base de données sous réserve de l'intégration des instruments de collecte dans ladite base. Cependant, le Comité scientifique a exprimé que certains objectifs de l'étude sur la synthèse des résultats PASEC de 2004 à 2009 n'étaient pas atteints et a promis d'envoyer au consultant ses commentaires et suggestions.

La métabase n'est pas encore opérationnelle, sa mise en ligne est prévue au premier trimestre 2012.

- **Activité 2.3.4 Appui à la mise en place des dispositifs nationaux d'évaluation dans les pays sélectionnés**

La CONFEMEN a envoyé des lettres aux pays membres du sud précisant le profil des membres des équipes nationales PASEC. La correspondance demandait aux ministres de veiller à la mise en place d'un dispositif national dans le but de développer la culture de l'évaluation. En outre, l'OIF et la CONFEMEN ont procédé en 2011 à la mise en place de DNE dans 5 pays pilotes (Sénégal, Bénin, Mali, Liban et Burkina Faso).

- **Activité 2.3.5 : Mise en œuvre des recommandations des études d'impact et du système de formation PASEC**

Cette activité a été prise en compte dans le cadre de la poursuite de la rénovation du dispositif de formation PASEC (se référer à la première activité de ce chapitre), et dans les réflexions pour la restructuration du programme.

- **Activité 2.3.6 : Constitution d'une banque d'items en collaboration avec les équipes nationales PASEC**

Cette activité devait se réaliser en collaboration avec les responsables des équipes nationales. Elle consiste à collecter, traiter et archiver les instruments d'évaluation des pays. Au 31 décembre 2011, seulement deux pays avaient envoyé leurs outils. L'activité se poursuivra en 2012.

- **Activité 2.3.7 : Élaboration d'un document de référence sur les programmes d'enseignement du français et des mathématiques (2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> années du primaire) à partir des programmes nationaux en vigueur**

Cette activité consiste à mettre à la disposition de la CONFEMEN les programmes en vigueur dans les pays. Suite à la correspondance de la CONFEMEN, 12 pays ont répondu favorablement et ont envoyé leurs programmes scolaires. L'activité se poursuivra en 2012.

- **Activité 2.3.8 : Rénovation des tests PASEC et des questionnaires contextuels**

Les premiers consultants ayant la charge de la rénovation des tests PASEC et n'ayant pas répondu aux termes du contrat de manière satisfaisante, la CONFEMEN a fait appel à un deuxième consultant afin de parachever le processus d'élaboration des items dans des délais raisonnables.

L'ensemble des productions (501 items de 2<sup>e</sup> année et 691 items de 5<sup>e</sup> année), organisées en livrets ont fait l'objet de mise à l'essai afin de vérifier les fonctionnalités, notamment l'adéquation aux contenus des programmes officiels d'enseignement des pays membres de la CONFEMEN.

Du 1<sup>er</sup> au 15 mai 2011, une opération de mise à l'essai a été menée dans trois pays d'Afrique francophone. Il s'agit du Gabon, du Burkina Faso et du Sénégal. Ces pays ont été choisis en raison de la représentativité des niveaux de connaissances (faible, moyen, élevé) des élèves aux tests PASEC et du dynamisme des membres des équipes nationales à conduire avec succès les opérations de terrain.

La correction des instruments a été réalisée dans les locaux de la CONFEMEN sous la supervision des Conseillers techniques.

La saisie des données issues de la mise à l'essai était assurée par un autre consultant sous la supervision des Conseillers techniques.

Une fois apurées, les données ont été analysées et interprétées par le Professeur Christian MONSEUR, membre du Comité scientifique, assisté par deux Conseillers techniques en mission à Liège pour la circonstance. Lors de cette mission, les items finaux ont été sélectionnés et répartis dans les blocs de tests.

Par la suite, les conseillers techniques ont mis en forme les items à l'intérieur des tests pour disposer d'une version définitive et complète des nouveaux instruments de mesure.

Suite à cette mission, les nouveaux tests sont disponibles depuis le début du mois d'août 2011. Les instruments de tests, les nouvelles procédures et le nouveau

cadre budgétaire des évaluations PASEC ont été finalisés et ont permis de lancer les missions d'identification dans les pays du PASEC XI (Niger, Mali, Mauritanie, Cameroun) et relancer les évaluations dans les pays asiatiques (Vietnam, RDP Lao, Cambodge).

Pour améliorer les conditions de la collecte des données, les modalités de passation des tests ont évolué par rapport aux anciens.

Le budget type d'une évaluation PASEC a donc pris en compte la durée de passation des nouveaux tests ainsi que le nombre d'administrateurs de tests. Il a été fortement revu à la hausse, passant de 67 millions de F CFA environ à 160 millions de F CFA. Cette augmentation a contraint le PASEC à réduire le nombre de pays devant bénéficier d'une évaluation dans le cadre du PASEC XI. Aussi, les évaluations du Cameroun et de la Mauritanie ont été suspendues jusqu'à l'obtention de fonds complémentaires pour leur réalisation (la mission d'identification dans ces pays est déjà effectuée). À cet effet, les Partenaires techniques et financiers ont été sollicités pour relancer ces évaluations sur l'année scolaire 2011-2012. À ce jour, l'évaluation Niger pourra éventuellement se faire avec une collecte de données en fin d'année scolaire 2012 grâce à un financement de l'AFD et du gouvernement du Niger. Les évaluations Cameroun, Mauritanie et Guinée Bissau pourraient se tenir lors de la prochaine vague d'évaluations groupées à partir de 2014.

Une note de présentation des nouveaux tests est disponible.

- **Activité 2.3.9 : Renforcement de la méthodologie PASEC**

#### ◊ Renforcement des capacités des conseillers techniques PASEC

Suite aux recommandations du Comité scientifique formulées en 2010, les conseillers techniques ont été formés à l'analyse multi niveaux et à l'imputation multiple. L'objectif était d'améliorer la recherche des facteurs déterminants des acquisitions scolaires. Cette formation s'est tenue à Paris du 17 au 21 janvier 2011 au ministère de l'Éducation nationale de la France. La formation a été donnée par Christian MONSEUR, membre du Comité scientifique PASEC. Elle avait pour but de répondre au souci de prise en compte de la structure hiérarchique des données dans la modélisation du PASEC. En effet, les élèves appartiennent à une même classe, les classes enquêtées à une même école et les écoles à un même pays.

#### ◊ Renforcement des capacités des équipes nationales

Sur financement de l'Organisation Internationale de la

Francophonie (OIF), la CONFEMEN a organisé du 05 au 09 Décembre 2011, un atelier international de formation au profit des membres des équipes nationales PASEC des pays dont le système éducatif est en cours d'évaluation.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Président en exercice de la CONFEMEN, le Ministre Kalidou DIALLO (Sénégal), en présence du Directeur du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest de l'OIF (BRAO), du Secrétaire général de la CONFEMEN, du Correspondant national du Sénégal et de nombreux représentants de partenaires techniques et financiers.

Cet atelier répond à un objectif du PASEC relatif au renforcement des capacités des membres des équipes nationales en matière d'évaluation. L'atelier s'est déroulé à Saly (Sénégal) et a regroupé en plus des membres des équipes nationales PASEC des pays en évaluation (Cambodge, République Démocratique et Populaire (RDP) Lao, Vietnam, Mali, Tchad et Togo) ceux du Sénégal. Les Conseillers Techniques du PASEC ont animé pendant cinq jours trois thématiques à savoir le traitement des données, l'analyse des données niveau I qui porte sur la statistique exploratoire et l'inférence statistique, et l'analyse des données niveau II qui porte sur la modélisation économétrique.

Le premier atelier de cette formation prépare les bases de données aux étapes de l'analyse. Elle est une étape importante dans la mesure où la qualité des résultats des analyses dépend de celle des données. Plusieurs procédures ont été présentées pour nettoyer les bases de données et redresser les incohérences qu'elles contiennent.

Dans le deuxième atelier, celui relatif à l'analyse de niveau I, les Conseillers Techniques ont formé les participants sur des points tels que le choix des variables pour répondre au mieux aux questions de politiques éducatives, à l'analyse et à la construction du score, à la production d'informations sur les distributions univariées et bi-variées, à l'inférence statistique et à la statistique décisionnelle.

Un objectif important des évaluations PASEC est la détermination des facteurs qui concourent à l'amélioration de la qualité des apprentissages. Ceci passe par la mise en relation des variables mesurant les résultats des apprentissages des élèves avec d'autres mesurant le contexte au niveau des élèves, des maîtres et des directeurs. Ce schéma d'analyse, étudié dans le cadre du 3<sup>e</sup> atelier, a été mis en relief par les développements théoriques sur le modèle linéaire simple, le modèle linéaire multi-varié et la modélisation linéaire sur des données hiérarchiques.

L'accent a été aussi mis sur le type de données utilisées. Les conseillers techniques ont aussi attiré l'attention sur les hypothèses fondamentales des modèles développés et ont montré comment en pratique on peut procéder à la correction de la violation de ces hypothèses. Les participants ont été sensibilisés aux limites des différentes méthodes, notamment à l'interprétation des coefficients issus d'une régression ne définissant pas à priori un schéma causal. À cet effet, une présentation a été faite sur le lien entre la régression et la causalité, et les conditions auxquelles on pourrait donner un sens causal aux coefficients estimés.



- **Activité 2.3.10 : Mise à la disposition des enseignants des outils standardisés d'évaluation des acquis des élèves**

Une demande a été envoyée aux pays afin de pouvoir bénéficier de banques d'items, dans le but de les mettre à la disposition des pays membres de la CONFEMEN et ainsi faciliter la création de tests d'acquis des élèves. À l'heure actuelle, seulement deux pays ont envoyé leur banque d'items disponible au niveau primaire.

- ◊ **Partenariats scientifiques du PASEC (nouvelle activité)**

Dans le cadre de son ouverture à l'international, le PASEC a noué des partenariats avec des institutions œuvrant dans le domaine des évaluations.

- ◊ **Partenariat PASEC-SACMEQ**

Le PASEC et le SACMEQ opèrent dans le domaine de l'éducation. Le premier travaille en faveur des pays membres de la CONFEMEN et le second dans l'espace anglophone. Le rapprochement entre les deux programmes était naturel afin de partager les résultats de la recherche et l'expertise dans ce domaine. Des concertations entre le SACMEQ et le PASEC ont eu lieu à propos d'une collaboration pour le partage d'items, la définition d'un ancrage entre les deux instruments de mesure et l'élaboration d'une échelle de compétences communes.

Une première réunion d'échanges entre le SACMEQ et le PASEC a eu lieu par vidéoconférence entre Paris et Dakar en février 2010. Cette coopération s'est concrétisée par l'autorisation d'utiliser dans un cadre précis les items du SACMEQ (20 items de français et 20 items de mathématiques de 6<sup>e</sup> année et son test de VIH/Sida) dans les instruments du PASEC. Après finalisation de ses instruments d'évaluation, le PASEC devrait envoyer un premier lot de 30 items de français et 30 items de mathématiques au SACMEQ en février 2012 et un second lot de la même quantité avant la mise à l'essai des instruments SACMEQ, prévue en juin

2012. Plusieurs réunions sont prévues pour consolider ce partenariat. L'objectif principal est la comparaison internationale des résultats issus des évaluations des deux programmes.

En 2012, des démarches seront faites en vue de renforcer le partenariat et améliorer l'ancrage des items.

- ◊ **Partenariat PASEC-ISU**

Le partenariat entre le PASEC et l'Institut des statistiques de l'Unesco (ISU) s'exprime à travers un projet d'Observatoire de la qualité de l'éducation. Ce projet regroupe des experts en évaluation. Actuellement, l'Observatoire comprend deux volets, à des stades de développement différents.

Le premier volet consiste en la création d'une base de données internationale d'indicateurs de résultats d'apprentissage à la fin du cycle primaire.

Le deuxième volet vise à constituer un catalogue des mesures utilisées par les pays dans l'évaluation des apprentissages des élèves.

Dans le cadre de ce projet, trois Conseillers techniques ont aidé à la collecte de données administratives dans trois pays à savoir le Cameroun, le Mali et le Niger afin de contribuer à la construction du catalogue. À la fin de cette collecte, l'ISU a organisé une rencontre à Paris les 26 et 27 octobre 2011. Il s'est agi de contribuer à l'amélioration de la maquette par la collecte des commentaires sur sa forme et son fond. Le PASEC a contribué à cette réunion en raison de son expérience sur le terrain et son contact avec les pays a grandement permis d'orienter le contenu ou la formulation de certaines questions.

Le RA 2.4 figurant dans le rapport financier correspond à des activités de Renforcement des compétences des conseillers PASEC en méthodes psychométriques. Cette activité initialement prévue en 2010 et reportée en 2011 n'a pu être réalisée à cause de la rareté de l'expertise dans ce domaine.



Rapport  
d'activités  
2011

## INFORMATION ET COMMUNICATION POUR UNE PLUS GRANDE VISIBILITÉ DE LA CONFEMEN ET DE SES PARTENAIRES (AXE 1)

Cette section fait le point des activités réalisées pour le compte de l'axe 1 du plan d'actions pluri-annuel 2011-2012 de la CONFEMEN : « Information et communication pour une plus grande visibilité de la CONFEMEN et de ses partenaires ». Il comprend cinq résultats attendus et vingt six activités. La numérotation des résultats attendus et des activités suit la même logique que les chapitres précédents.

### **Résultat attendu 1.1 : un dialogue efficace et pertinent est renforcé entre les acteurs de l'éducation**

#### **• Activité 1.1.1 : Organisation d'un forum interactif sur le thème : Expériences de la gestion des structures déconcentrées de l'Éducation**

Conformément aux recommandations de la session ministérielle de 2010, la CONFEMEN a mis en place une plate-forme interactive de dialogue et de partage. Réalisé en début mai 2011, le forum de la CONFEMEN a été officiellement mis en ligne le 25 mai 2011. Au 31 décembre 2011, le nombre d'inscrits s'élève à 67 membres, le nombre de messages postés est de 30 et le nombre de visites est de 1401.

Un inspecteur de l'éducation du Bénin, est celui qui a le plus participé au forum.

Les thèmes actuellement en ligne sont au nombre de quatre :

- la définition et les caractéristiques d'une éducation de qualité ;
- la diversification de l'offre d'éducation de base ;
- innovations en éducation : des projets inspirants ;
- la relance du sport à l'école.

L'introduction du dernier thème relatif à la relance du sport à l'école entre dans le cadre d'une convention entre la CONFEMEN et la CONFESJES. Ce thème a été mis en ligne le 13 décembre 2011, après une série de réunions conjointes. Dans la répartition des tâches, la CONFEMEN a proposé à la CONFESJES, le texte introductif du thème et une lettre d'information des ministres et des partenaires en vue de lancer et d'animer le débat sur la question.

Au regard des indicateurs sur le forum (nombre d'inscrits, nombre de visites et nombre de messages postés), on note une faible participation en 2011 du fait de l'absence d'un animateur attiré et de la lourdeur du processus d'inscription.

#### **• Activité 1.1.2 : Mise à jour du site Internet**

La mise à jour du site web est un travail continu. En vue d'optimiser cette mise à jour, une refonte du site web de la CONFEMEN est en cours sur la base d'un nouvel outil, plus performant et répondant mieux aux préoccupations actuelles. Après étude des outils disponibles sur le marché, le choix est porté sur l'outil Wordpress, le CMS<sup>1</sup> le plus utilisé actuellement.

En plus de la rubrique « Actualités des pays membres en éducation », le nouveau site comprend de nouveaux modules notamment :

- un sondage qui permettra au PASEC en particulier, de demander l'avis des internautes sur une question spécifique ;
- une newsletter qui permettra d'envoyer aux inscrits à ce module toutes les actualités de la CONFEMEN ;
- un module facebook, créant un lien direct vers la page facebook de la CONFEMEN, avec possibilité de recueillir les avis des visiteurs sur les actions de la CONFEMEN.

Le forum est repris dans le nouveau site avec une plus grande simplicité aussi bien dans l'inscription que dans le postage des commentaires.

L'ergonomie du site a également été améliorée avec beaucoup plus de visuels.

Un nouveau module a également été développé pour permettre au site d'être bilingue (anglais-français). Ce module ne sera actif que lorsque les conditions nécessitant sa mise en ligne seront réunies (ressources humaines et financières pour les traductions).

#### **• Activité 1.1.3 : Insertion d'articles et/ou des résumés des rapports d'études dans les revues scientifiques au niveau des facultés des sciences de l'éducation**

À partir d'une recherche sur Internet, une liste de revues scientifiques a été dressée. Le contact sera pris avec leurs responsables pour étudier les modalités d'insertion des articles. Un dispositif en rapport avec le pôle évaluation, le pôle politiques éducatives et le Comité scientifique du PASEC sera mis en place pour la rédaction des articles scientifiques.

#### **• Activité 1.1.4 : Création d'un lien entre le site Web de la CONFEMEN et les sites des pays membres et vice-versa**

Pour la plupart des pays, un lien a été établi avec leur site web. Il a été demandé aux membres du RIC de

<sup>1</sup> CMS : Component Management System ou système de gestion de contenus

prendre des dispositions pour établir le lien avec le site de la CONFEMEN à travers les sites respectifs des ministères en charge de l'éducation des pays membres dont la liste a été fournie.

Après la validation du nouveau site web, des contacts seront pris avec les ministres en vue de sa présentation et de l'établissement des liens entre les sites web.

- **Activité 1.1.5 : Création d'une nouvelle page sur le site web de la CONFEMEN : « actualité et événements majeurs portant sur l'éducation dans les pays membres de la CONFEMEN »**

La nouvelle page est créée dans le nouveau site web qui sera mis en ligne en début 2012.

- **Activité 1.1.6 : Conférence de presse sur les activités de la CONFEMEN : bilan et perspectives (communication institutionnelle)**

Cette activité n'a pas été réalisée en 2011. Cependant, il y a eu des interviews avec le Secrétaire général lors de certains événements.

- **Activité 1.1.7 : Appui à la création et à l'animation d'une émission sur les systèmes éducatifs francophones (médias d'obédience nationale et internationale)**

Des contacts sont établis avec la représentation de TV5 au Sénégal et avec Africable en vue d'accompagner la création d'émissions éducatives qui mettront en avant l'apport de la CONFEMEN dans le développement des systèmes éducatifs dans l'espace francophone.

Un protocole de partenariat est déjà en négociation avec Africable à cet effet.

Par ailleurs la Radio télévision sénégalaise (RTS) par le biais de son émission espace francophone traite des questions éducatives à travers les activités de la CONFEMEN.

- **Activité 1.1.8 : Interviews (Télé, radio et presse écrite) du Président en exercice, du SG ou autre membre du STP en mission dans les pays membres**

Des interviews ont été accordées par le Secrétaire général à des organes de presse au Sénégal, au Burkina Faso, en France et au Canada.

À cet effet, une interview du Secrétaire général a été réalisée par la RTS et a permis de dégager les nouveaux défis de la CONFEMEN. Le Secrétaire général est également intervenu à travers une interview dans

l'émission de la RTS sur la Francophonie à l'occasion du lancement du Concours des 10 mots. Une autre interview du Secrétaire général a été publiée dans le quotidien burkinabè *Sidwaya*. La télévision nationale du Burkina a également accordé un entretien en direct au journal télévisé de 20 heures en août 2011.

Le Secrétaire général a également accordé une interview publiée sur le site web de l'Institut international de planification de l'éducation (IIPE) tout comme le site web du ministère des relations internationales (MRI) du gouvernement du Québec qui a réalisé et publié une interview du Secrétaire général.

- **Activité 1.1.9 : Communication lors des événements thématiques et des instances**

La communication lors des événements thématiques a été traduite par la couverture médiatique de la réunion du Groupe de travail des CN à Dakar (RTS, DRTS, Africable, Soleil...) et de la réunion du Bureau à Yaoundé (presse camerounaise).

Outre les réunions du Bureau et du GT, les médias ont été sollicités dans le cadre du Concours des 10 mots de la Francophonie, de l'atelier des membres du RIC au Maroc et de l'atelier international du PASEC à Saly. À cet effet, des interviews, des articles, des dossiers, des reportages et des publiereportages ont été réalisés. Les organes de presse ci-après ont été mis à contribution : Africable, PANA, APS, Le Soleil, 2 STV, RDV, WALF TV, CANAL infos, RTS, DRTS, télévision marocaine.

Toutes ces réalisations ont contribué à donner une plus grande visibilité aux activités de la CONFEMEN.

### **Résultat attendu 1.2 : le STP dispose d'informations à jour sur les pays pour alimenter ses productions et les met à la disposition des États membres**

- **Activité 1.2.1 : Production de documents par les CN et services de communication des Ministères de l'éducation**

L'atelier des membres du RIC à Rabat a permis de mettre en place un dispositif de partage d'informations entre la CONFEMEN et les pays membres. Des membres du RIC ont déjà envoyé des articles qui sont exploités par le pôle communication.

Une page facebook des membres du RIC a également été créée et permettra de renforcer l'échange d'information pour la visibilité de la CONFEMEN, des partenaires et des pays membres.

- **Activité 1.2.2 : Contribution aux manifestations de la journée internationale de la Francophonie (Concours des 10 mots)**

La CONFEMEN a organisé en 2011, en collaboration avec l'AUF, le Groupe des Amis de la Francophonie et l'Association des professeurs de français du Sénégal, la 6<sup>e</sup> édition du Concours des dix mots de la francophonie sur le thème : « **Sciences, technologie et solidarité au service du développement** ». Les 10 mots retenus pour l'édition 2011 sont : *accueillant, agapes, avec, harmonieusement, main, réseauter, fil, cordée, complice et chœur*.

Les sujets ont été élaborés par l'Association des professeurs de français qui a également assuré la correction et la délibération.

À travers ce concours, la CONFEMEN et ses partenaires donnent l'occasion aux élèves des pays participants de souligner leur appartenance à la communauté francophone, de montrer la vitalité de la langue qui les unit, d'éveiller leur curiosité et de stimuler leur créativité.

En 2011, en plus du Sénégal, le concours a enregistré la participation du Niger, du Burkina Faso, du Mali, du Gabon et du Togo.

Cette édition a enregistré une forte présence de filles parmi les lauréats. Sur les 30 lauréats, on dénombre 20 filles, soit environ 67%.

La cérémonie de remise des prix a été présidée par le Ministre de l'Enseignement préscolaire, de l'élémentaire, du moyen-secondaire et des langues nationales du Sénégal, Président en exercice de la CONFEMEN. Elle a regroupé plus de 450 invités : autorités, partenaires de l'éducation, parents, lauréats, élèves, enseignants et encadreurs. Elle s'est déroulée à Dakar en présence de nombreux représentants du corps diplomatique et d'institutions partenaires. La cérémonie a également servi de cadre à la remise de diplômes aux étudiants en formation à distance à l'AUF.

Pour organiser cette activité, la CONFEMEN a bénéficié du soutien financier et matériel de l'Ambassade du Luxembourg, de la CONFJES, du Ministère de la Culture, de l'Ambassade du Burkina Faso, de la Délégation Wallonie-Bruxelles et de la Direction de l'Enseignement élémentaire du Sénégal.

La forte mobilisation du public lors de la remise des prix a été saluée par le Groupe des amis de la francophonie à l'issue des activités de la quinzaine de la francophonie.





- **Activité 1.2.3 : Production et diffusion du bilan annuel d'activités et rapport financier**

Les documents ci-après ont été publiés en 2011 :

- Rapport d'activités 2010 : 200 exemplaires ;
- Bilan de mise en œuvre du Plan de relance : 300 exemplaires;
- Actes de la 54<sup>e</sup> session ministérielle : 100 exemplaires.

Le rapport financier 2010 a été envoyé aux pays et aux partenaires financiers.

La CONFEMEN a également produit le plan d'actions pluri-annuel en version française (200 exemplaires) et en version anglaise (50 exemplaires).

Tous ces documents produits ont été envoyés par voie postale et par voie électronique aux différents membres de la CONFEMEN.

**Résultat attendu 1.3 : bonne connaissance des productions de la CONFEMEN par la communauté éducative**

- **Activité 1.3.1 : Mise à jour régulière de la base de données des adresses**

La mise à jour de la base de données est régulièrement faite. Toutes les nouvelles adresses ont été intégrées.

Toutefois, il est ressorti la nécessité d'intégrer certaines fonctionnalités à l'application pour la rendre plus adaptée aux besoins actuels.

C'est ainsi qu'une nouvelle base est en cours de développement et sera disponible au premier trimestre 2012.

Toujours dans le cadre de l'amélioration de la communication virtuelle, le réseau informatique a été réorganisé. Pour chaque pôle, une unité d'organisation spécifique a été créée afin de renforcer la sécurité des accès et des données.

- **Activité 1.3.2 : Production du journal CONFEMEN – Infos**

Le CONFEMEN Infos n°25 a été publié et distribué. Il couvre le troisième trimestre, juillet – août – septembre 2011.

Le n° 26 qui est en voie de publication couvrira le dernier trimestre octobre – novembre – décembre 2011.

L'accent sera mis de plus en plus sur l'envoi des documents par voie électronique.

- **Activité 1.3.3 : Production d'une lettre d'information électronique indiquant les activités réalisées, les nouveautés, les activités en cours**

La maquette de la lettre d'information électronique a

été réalisée et intégrée dans le nouveau site. La lettre sera opérationnelle dès la mise en ligne du nouveau site.

- **Activité 1.3.4 : Création de présentoirs CONFEMEN lors des Foras internationaux**

Un projet de réalisation d'un dérouleur a été engagé. La commande a été reportée pour 2012.

- **Activité 1.3.5 : Publication de documents : DRO « La qualité de l'Éducation un enjeu pour tous : constats et perspectives », l'étude sur la pratique de la dynamique partenariale en éducation dans l'espace francophone et son impact sur les performances des systèmes éducatifs, l'étude sur la perception du travail de la CONFEMEN, l'Étude d'impact sur le PASEC**

Le document de réflexion et d'orientation (DRO) sur la qualité de l'éducation a été publié en 200 exemplaires. Le document sur la dynamique partenariale et celui sur l'impact du PASEC ne feront pas l'objet d'une publication mais sont disponibles sur le site web.

En revanche, l'étude sur la perception du travail de la CONFEMEN sera publiée en 2012.

- **Activité 1.3.6 : Mise à jour et diffusion du répertoire des ressources documentaires du CID**

La cotation, l'enregistrement et le classement des documents se sont poursuivis en 2011 et ce, depuis l'installation du logiciel de gestion des ressources documentaires (PMB) qui avait pour objectif de répondre au besoin d'accès à la documentation à travers Internet.

Au 31 décembre 2011, le travail réalisé et comptabilisé au sein du CID a permis de lister 2312 ouvrages qui constituent le fonds documentaire disponible. Les services offerts aux usagers du centre ont été améliorés. A cet effet, un règlement intérieur et un formulaire d'inscription ont été réalisés pour permettre aux usagers d'accéder au prêt documentaire.

Au 31 décembre 2011, le nombre d'abonnés pour la seule année 2011 est de 65.

Les recherches sur les bibliothèques en ligne ont permis de retenir les quatre bibliothèques en ligne suivantes :

- [www.persee.fr/web/guest/home](http://www.persee.fr/web/guest/home) ;
- [www.eric.ed.gov](http://www.eric.ed.gov) (anglophone) ;
- [www.erudit.org](http://www.erudit.org) ;
- [www.unesco.org/library/unescoPeriodics.html](http://www.unesco.org/library/unescoPeriodics.html).

Ces bibliothèques en ligne permettent de disposer d'une gamme variée de revues scientifiques. Quant à la librairie en ligne de PISA-OECD, il dispose d'une multitude de productions en statistiques élaborés à partir des données de l'OCDE.

Il a été également mené au cours de l'année 2011, une campagne de visibilité de la CONFEMEN et particulièrement du CID. Cette campagne a été organisée en vue de faire un recensement des différents acteurs agissant dans le monde de l'Éducation.

À cet effet, de nombreux partenaires et promoteurs de l'Éducation ont été ciblés par la campagne dont des instituts de formation et de recherche, des organisations de la société civile.

Étalée sur 3 jours, la campagne a été bien accueillie. La quantité de documents mis à disposition du public illustre la réussite de ladite campagne.

- **Activité 1.3.7 : Envoi de documents produits par la CONFEMEN dans les bibliothèques des pays membres de la CONFEMEN : universités, écoles de formation des enseignants, CLAC, ONG**

Des documents sont été envoyés au Centre de recherche pour les Enseignements de l'Éducation de Base (CREEB) du Cameroun, à l'Université de Koudougou (Burkina Faso) et à la Faculté des sciences et technologies de l'éducation et de la formation (FASTEF) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, notamment des documents de réflexion et d'orientation de la CONFEMEN, des actes des Assises sur les réformes curriculaires, des rapports d'études, du journal CONFEMEN Infos.

Avec la contribution des membres du RIC, une liste des bibliothèques et des centres de lecture a été établie. Des contacts seront formalisés avec lesdites bibliothèques pour la mise à disposition des documents.

- **Activité 1.3.8 : Élaboration d'un document de synthèse sur les politiques éducatives des pays membres de la CONFEMEN sur la base d'un canevas type**

Cette activité rejoint l'activité 3.1.1.

**Résultat attendu 1.4 : les résultats des évaluations PASEC sont connus par les décideurs, la communauté éducative et scientifique ainsi que le STP**

- **Activité 1.4.1 : Production et diffusion des rapports et plaquettes des évaluations Tchad, Togo, RDC, Liban, Côte d'Ivoire**

Les rapports d'évaluation du Tchad, du Togo, du Liban et de la Côte d'Ivoire sont en cours d'achèvement. Le rapport de la RDC est disponible et sera publié en 200 exemplaires en 2012.

La quantité des rapports à publier est passée de 100 exemplaires à 200 à partir de 2011.

Il est prévu la publication des plaquettes sur le site web dès leur finalisation.

- **Activité 1.4.2 : Activités de communication lors des principales étapes d'une évaluation, lors des événements, lors des sorties des résultats d'études**

Dans les étapes d'évaluation, la couverture médiatique est faite par le pays lors de la restitution du rapport.

La mise en œuvre de cette activité nécessite une implication des membres du RIC dans les différents pays.

- **Activité 1.4.3 : Renforcement de la visibilité des travaux du PASEC dans les productions de la CONFEMEN et vis-à-vis de nos partenaires**

Les travaux du PASEC ont été publiés dans CONFEMEN Infos sous forme de compte rendu et sur le site web. Les documents produits ont également été envoyés aux pays concernés. Avec la finalisation de la base de données, la version numérique des documents du PASEC sera envoyée aux pays membres, aux partenaires et aux institutions collaborant avec la CONFEMEN dans le but d'amoinrir les coûts de production.

En outre, pour l'hébergement et l'administration de la base de données du PASEC, des démarches ont été entreprises au Sénégal, auprès d'une entreprise privée et auprès de l'OIF. Une requête a été formulée par la CONFEMEN, à laquelle l'OIF a donné son accord.

Par ailleurs, pour optimiser les occasions de communication et d'information, des rencontres ont servi de cadre à la tenue des expositions documentaires sur les productions de la CONFEMEN. Ainsi, une exposition de documents de la CONFEMEN a été faite lors de l'atelier international du PASEC.

Le pôle communication a également envoyé un lot de documents au Correspondant national de la CONFEMEN au Burkina Faso pour alimenter le stand d'exposition lors de la conférence internationale des

démographes tenue en novembre 2011, à Ouagadougou.

À l'occasion de la quinzaine de la francophonie, la CONFEMEN a ouvert un stand d'exposition de ses productions. La tenue de ce stand a permis de présenter et d'expliquer aux différentes délégations diplomatiques, les missions, les objectifs, les réalisations et les perspectives de l'institution.

Toutes ces expositions ont permis de faire connaître et apprécier la richesse des productions et l'expertise de la CONFEMEN. Mieux, elles ont contribué au renforcement de l'ouverture et de la visibilité de la CONFEMEN.

- **Activité 1.4.4 : Participation du PASEC à des colloques internationaux et des conférences scientifiques**

En 2011, le PASEC a participé à des rencontres et à des colloques au niveau international pour présenter sa méthodologie et les résultats des travaux réalisés, notamment :

- **Conférence panafricaine sur la question enseignante** (Lomé 2011) ;
- **Atelier de la Banque mondiale** sur l'amélioration des apprentissages pour les décideurs du secteur de l'éducation en Afrique francophone (Saly, 2011) ;
- **Troisième réunion Technique Restreint de l'Observatoire de l'Education pour l'Afrique** (Kampala, 2011).

**Résultat attendu 1.5 : la CONFEMEN est plus visible et gagne en réputation et en renommée**

- **Activité 1.5.1 : Production de matériel de promotion**

Pour l'année 2011, la CONFEMEN a produit et distribué les supports de promotion ci-après :

- Cartes de vœux 2012 : 300 exemplaires ;
- Affiches CID : 50 exemplaires ;
- Dépliant pour le CID: 150 exemplaires ;
- Affiche du concours 10 mots : 2 exemplaires ;
- Tee-shirts du concours des 10 mots : 500 exemplaires ;
- Écharpes du concours des 10 mots : 15 exemplaires.
- Des banderoles, des mallettes et des badges ont également été produits lors de la réunion du

Groupe de travail (GT), du concours des 10 mots et de l'atelier international de formation du PASEC.

- **Activité 1.5.2 : Formation des membres du RIC sur les TIC**

L'atelier de formation des membres du réseau d'information et de communication (RIC) de la CONFEMEN s'est déroulé au centre Maroc – coréen de formation (CMCF) en TICE, à Rabat, au Maroc, du 17 au 21 octobre 2011.

Les objectifs de la formation étaient de renforcer les capacités des membres du RIC afin qu'ils s'approprient les outils du Web pour les relations de presse ; d'utiliser les services du Web 2.0 ; de maîtriser la communication électronique à travers les réseaux sociaux, les listes de diffusion et la messagerie électronique ; de créer un cadre de diffusion et de partage d'informations en vue de renforcer la visibilité de la CONFEMEN et celle des actions éducatives des pays membres.

À l'issue de la formation, les participants ont été un-

nimes à reconnaître que l'atelier a atteint tous ses objectifs.

L'atelier a servi de cadre à la mise en place des instances du RIC. Ainsi, quatre coordonnateurs régionaux ont été élus.

À l'issue des travaux, les participants ont adopté des recommandations relatives à la poursuite du renforcement des capacités des membres du RIC et à la modification des textes du RIC (postes de coordonnateurs, ouverture du réseau aux journalistes spécialisés en éducation, introduction des critères d'éligibilité).

La CONFEMEN a salué la disponibilité et le soutien des autorités marocaines. Les participants ont adressé une motion de remerciements au Ministre de l'Éducation nationale et à la Secrétaire d'État chargée de l'Enseignement scolaire pour l'accueil chaleureux et les conditions excellentes créées en faveur de la formation. Une mention spéciale a été faite au Correspondant national, Monsieur Youssef EL-AZHARI et au Directeur du CMCF, Monsieur Aziz ELHAJIR.





## **FONCTIONNEMENT DU STP, DES INSTANCES DE LA CONFEMEN ET LA MOBILISATION DE RESSOURCES FINANCIÈRES (AXE 4)**

Ce dernier chapitre fait le point des activités réalisées pour le compte de l'axe 4 du plan d'actions pluri-annuel 2011-2012 de la CONFEMEN : « Fonctionnement du STP, des instances de la CONFEMEN et la mobilisation de ressources financières ». Il comprend deux résultats attendus et treize activités. La numérotation est faite selon la même logique que les axes précédents.

**Résultat attendu 4.1 : le fonctionnement courant du STP est de plus en plus efficace**

- **Activité 4.1.1 : Renforcement des capacités des cadres du STP en planification et élaboration des projets et renforcement des capacités des différentes catégories des personnels du STP en lien avec les profils de poste**

Cette activité n'a pas été faite, d'une part pour des raisons de contraintes budgétaires et d'autre part, pour des contraintes de temps.

- **Activité 4.1.2 : Encadrement de stagiaires**

Dans le cadre du partenariat avec le Canada Québec, le ministère des relations internationales a mis à la disposition du STP de la CONFEMEN (pôle communication) une stagiaire spécialisée en communication, pour une période de 6 mois (janvier-juillet 2011).

Également avec l'OIF, la CONFEMEN bénéficie de l'appui d'un volontaire (pôle communication). Il en est de même pour le pôle évaluation dont le volontaire international est mis à disposition par le ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) pour une période d'un an renouvelable une fois.

En plus, la CONFEMEN a accueilli une stagiaire en ressources humaines au pôle gestion, deux stagiaires en documentation au pôle communication pour une période de cinq mois et un stagiaire de l'École nationale de statistiques et analyse économique (ENSAE) de Dakar pour quatre mois.

La contribution de ces ressources humaines bien qualifiées est hautement appréciée, notamment dans l'exécution des activités du STP. La mise en œuvre de cette activité constitue une opportunité de partage d'expériences et de connaissances. L'accueil de stagiaires et de volontaires est l'affirmation de la volonté de la CONFEMEN à promouvoir l'emploi des jeunes, surtout dans un environnement international et multiculturel.

- **Activité 4.1.3 : Révision du statut général de la CONFEMEN**

Deux activités ont été menées : la mise à jour des statuts de la CONFEMEN et du Règlement Administratif et Financier (RAF) au regard des modifications adoptées par la 54e session ministérielle à Dakar, en novembre 2010 et le projet de révision des Statuts. Les modifications aux statuts ont été adoptées par la ministérielle et celles du RAF par le Bureau.

Les modifications apportées aux statuts portent sur la composition du Bureau de la CONFEMEN (article 20) et sur la participation des commissaires aux comptes aux réunions des instances (article 48).

Les modifications apportées au RAF portent sur la suppression de l'alinéa 2 de l'article 18 relatif à la tenue par le/la Secrétaire général (e) des fiches d'engagement de dépenses de personnel et la modification du seuil de déclenchement de la recherche d'au moins deux factures profoma ou de devis de 500 000 F CFA à 2 000 000 F CFA.

La révision des statuts de la CONFEMEN a été conduite selon un certain processus. Le STP a initié un projet de révision des statuts de la CONFEMEN et a saisi dans ce sens le GT/CN sur l'opportunité d'une telle démarche. En donnant favorablement suite à la demande du STP, le GT/CN a demandé au Secrétaire général d'élaborer une note à l'attention des ministres membres du Bureau justifiant le bien fondé de cette initiative et ciblant quelques articles à l'appui de l'argumentaire.

Ceci a été fait et le Bureau, en sa session à Yaoundé, en mai 2011, a donné son accord pour une saisine par le STP des pays membres, afin de recueillir leurs propositions de modifications de dispositions statutaires, le cas échéant.

Par lettre en juin 2011, le Secrétaire général a saisi, d'abord le Président en exercice et ensuite les États et gouvernements membres dans ce sens. Suite à cette lettre, le STP a reçu des propositions de certains pays.

Sur cette base, le Secrétaire général a fait appel à un expert belge qui a accepté de manière bénévole de finaliser le projet de statuts.

- **Activité 4.1.4 : Élaboration et adoption du statut particulier du personnel du STP**

Comme recommandé par la session du Bureau à Yaoundé en mai 2011, une première mouture du projet de statut particulier du personnel du STP dans la diversité des positions administratives de ses membres a été élaborée par une expertise externe qui s'est



appuyée sur le statut général du personnel de la CONFJES et de celui de l'OIF. Les membres du personnel du STP ont examiné en partie cette première mouture.

La première version du document a été finalisée avec l'aide de l'expert belge et une réunion de partage et d'enrichissement commun du document s'est tenue au STP en décembre 2011. À l'issue de ce travail, le projet sera soumis au prochain GT/CN pour examen et enrichissement puis, à la session du Bureau de novembre 2012, à Ndjamena pour adoption.

- **Activité 4.1.5 : Renouvellement des équipements (ordinateurs, véhicules, etc.) qui ont atteint le délai d'amortissement**

- ◊ **Processus de renouvellement du matériel informatique**

Après l'adoption du budget 2011, le pôle gestion, en collaboration avec le webmestre, a procédé à l'estimation des besoins nouveaux et de renouvellement du matériel informatique. Une liste des besoins a été établie par la suite. Le matériel acquis se compose de 10 ordinateurs fixes, 3 ordinateurs portables, 7 écrans plats avec stations d'accueil et claviers, 1 vidéo projecteur, 10 onduleurs, 3 imprimantes, 2 disques durs externes.

Le véhicule de fonction du Secrétaire général a été renouvelé.

- ◊ **Aménagement des locaux additionnels affectés au STP au 2e étage du bâtiment C**

Le pôle gestion a procédé à l'aménagement des locaux du

2<sup>e</sup> étage affectés au STP par le Sénégal. Les 4 pièces ont été pourvues en mobilier de bureau, la climatisation installée, de même que la connexion au réseau local (intranet) et à Internet.

Les locaux sont fonctionnels. L'affectation des bureaux a été faite au pôle Évaluation et au pôle Politiques éducatives.

- ◊ **Processus de mise à la réforme et de cession du matériel hors service**

Conformément aux dispositions du RAF, le Secrétaire général a informé l'ensemble du personnel de la mise à la réforme de matériel roulant, de mobilier et matériel de bureau hors service, comme proposé par la commission de réforme mise en place. Tout ce matériel était amorti et ne devait plus faire partie du patrimoine de la CONFEMEN, surtout ne faisant plus objet de comptabilité matière.

La commission a indiqué et porté à la connaissance du personnel le prix de cession estimatif pour chaque matière. Les agents intéressés pour une acquisition ont fait parvenir leurs offres et la procédure a été finalisée par le pôle gestion.

Les ressources découlant de la cession ont été versées dans le compte Fonds spécial de réserve de la CONFEMEN. Le rapport financier fera cas au niveau des ressources.

- **Activité 4.1.6 : Communication interne au STP**

La communication interne au sein du STP a été active, notamment par une circulation d'informations entre les différents pôles. Toutefois, la communication interne doit être améliorée compte tenu de son importance dans le fonctionnement efficace du STP.

- **Activité 4.1.7 : Prise en charge des dépenses de personnel**

- ◊ **Recrutement de deux nouveaux CT/PASEC**

Compte tenu de la charge de travail au PASEC et prenant en compte la fin de mandat de deux volontaires internationaux, la CONFEMEN a négocié avec l'AFD, leur recrutement en qualité de Conseillers techniques.

- ◊ **Recrutement d'un nouveau Conseiller en communication**

Par lettre en date du 22 avril 2011 adressée aux ministres des pays du Sud, membres de la CONFEMEN, le Secrétaire général a lancé l'appel à candidatures pour le recrutement d'un(e) Conseiller(e) en communication, en souhaitant une large diffusion au niveau national. L'avis pouvait également être consulté sur le site Internet de la CONFEMEN. Au total, 23 candidatures ont été reçues et une présélection a été établie par un comité ad hoc mis en place par le Secrétaire général et piloté par le gestionnaire. À l'issue du processus de présélection de trois candidats qui ont eu un entretien chacun à distance avec le Secrétaire général, assisté de la stagiaire canadienne en communication, un des candidats a été retenu.

- ◊ **Renégociation de la couverture santé du personnel du STP et famille**

Dans le souci d'une meilleure couverture santé en faveur du personnel du STP et de leurs familles tout en restant dans les limites financières de la CONFEMEN, le Secrétaire général a sollicité une renégociation des conditions et garanties offertes par une agence d'assurances, auprès de laquelle la CONFEMEN a contracté une police d'assurance santé.

À ce niveau, il faut noter la difficulté du STP de renouveler à temps le contrat d'assurances pour des questions de trésorerie en fin d'année.

- **Activité 4.1.8 Prise en charge des dépenses courantes de matières, fournitures et services extérieurs**

Le fonctionnement courant du STP (téléphone, eau, électricité, Internet, matières et fournitures, entretien-réparation, services divers) a été assuré de manière satisfaisante durant l'année 2011.

**Résultat attendu 4.2 : les ressources nécessaires pour la mise en œuvre du plan d'actions sont mobilisées**

- **Activité 4.2.1 : Élaboration d'un cadre logique du programme d'activités du STP**

L'activité a été réalisée (cf plan d'actions pluri-annuel).

- **Activité 4.2.2 : Élaboration d'un plan d'actions crédible glissant sur une période de deux ans (2011-2012) à partir du cadre logique**

L'activité a été réalisée. Le document est disponible en français et en anglais. Une copie a été envoyée à tous les CN des pays membres.

- **Activité 4.2.3 : Négociation avec les partenaires techniques et financiers du financement de ce plan d'actions à travers un atelier ou par des contacts directs**

Les négociations sous forme d'ateliers n'ont pas eu lieu mais le STP a pris contact avec certains partenaires (BM, OIF, UE, UNICEF) en vue de leur présenter le plan d'actions et d'obtenir leur appui éventuel. Suite à cela, le Spécialiste en éducation senior du Partenariat mondial pour l'éducation (PME)<sup>2a</sup> donné son accord de principe pour un futur partenariat.

Également, la spécialiste en développement humain de la Banque mondiale a fait part au Secrétaire général de la disponibilité de son institution pour un appui éventuel au PASEC. Aussi, le financement de l'évaluation du Niger sera assuré par l'AFD/pays.

Dans le cadre du PASEC, des actions de concertation avec les PTF vont se poursuivre en 2012.

- **Activité 4.2.4 : Mise en place d'une stratégie de plaidoyer et de communication autour de ce plan d'actions et inciter les pays à solder les arriérés**

Par lettre en date du 20 avril 2011, le Secrétaire général a relancé les pays relativement au versement de la contribution statutaire 2011 et au paiement des arriérés. En octobre, le Secrétaire général a relancé à nouveau les pays par une lettre à laquelle était joint un état sur la situation des contributions statutaires 2011 et des arriérés.

Au niveau des contributions annuelles 2011, la situation s'est améliorée. Toutes les contributions volontaires ont été versées, ainsi que celles statutaires des États et gouvernements du Nord.

Pour les pays du Sud membres, 12 sur 36 sont à jour de leurs contributions statutaires.

Par contre, concernant les arriérés, aucune entrée en paiement n'a été enregistrée en 2011 : 26 pays membres sur les 44 cumulent des arriérés qui se chiffrent à 397 289 047 F CFA, soit 605 663 euros.

Des lettres de remerciements ont été envoyées aux

pays qui se sont acquittés de leur contribution.

À l'issue de la réunion du Bureau de Yaoundé, il a été demandé au STP d'élaborer et de négocier avec les pays concernés, un plan d'apurement des arriérés. Ce plan ne sera disponible qu'en 2012.

- **Activité 4.2.5 : Compte rendu régulier de la gestion du STP aux instances consultatives et décisionnelles de la CONFEMEN**

- ◊ **Élaboration du rapport financier et des états financiers 2010**

Le rapport financier 2010 a fait ressortir, notamment l'exécution du budget de la CONFEMEN (fonctionnement et programmes) et les points saillants liés à cette exécution (niveau d'exécution des dépenses, situation des contributions statutaires et volontaires, solde des différents comptes bancaires CONFEMEN, tableau d'amortissement des immobilisations).

Les états financiers annuels 2010 générés par le SAGE SAARI ont été présentés par centre de responsabilité (fonctionnement, programmes et activités, ressources constituées) et contractés (CONFEMEN contraction). Ils se rapportent au bilan, au compte de résultat et aux notes complémentaires. Un tableau sur les flux de trésorerie a été également joint à ces documents.

L'ensemble de ces éléments qui ont servi de documents de travail aux commissaires aux comptes lors de leur mission de vérification, a été validé par les instances et envoyé aux États et gouvernements membres.

- ◊ **Justification des financements 2010 (AFD, OIF, MEN/France) et mise à disposition des subventions 2011**

Les conventions de financement actées avec ces trois partenaires exigent la justification des financements précédents avant la mise à disposition des financements de l'année en cours.

À cet effet, le STP a satisfait à ces exigences. Les différents versements ont été reçus.

- ◊ **Mission des commissaires aux comptes pour la vérification des comptes CONFEMEN 2010**

Du 28 mars au 1<sup>er</sup> avril 2011, les commissaires aux comptes ont effectué au STP une mission de vérification des comptes de l'exercice 2010. Le pôle gestion s'est mis à la disposition des vérificateurs pour leur apporter toute réponse ou élément matériel demandé dans le cadre de leur mission. À l'issue de leur audit, ils

ont présenté au Secrétaire général leur rapport qui a été ensuite envoyé aux États et gouvernements membres. Ce rapport a été présenté aux membres de la CAF à Yaoundé en mai 2011 et adopté par le Bureau.

- ◊ **Tenue des comptes CONFEMEN sous logiciel SAGE SAARI référencé au SYSCOA OHADA**

Les pièces comptables (devis, factures, contrats, engagements, conventions, fiches de paiement, etc.) font l'objet de traitement au quotidien (pré imputation comptable, saisie, classement).

- ◊ **Rapprochements bancaires mensuels**

À la réception des relevés bancaires, il est procédé au rapprochement bancaire des différents comptes. Un état de rapprochement bancaire est établi à chaque fin de mois pour les différents comptes bancaires de la CONFEMEN. Ces documents sont présentés aux commissaires aux comptes, dans le cadre de leur vérification annuelle.

- **Activité 4.2.6 : Appropriation, analyse de la faisabilité et mise en œuvre du plan d'actions (activité nouvelle)**

Dans le cadre du processus d'appropriation, analyse de la faisabilité et mise en œuvre du plan d'actions 2011 – 2012 de la CONFEMEN adopté par le Bureau en sa session de mai 2011 à Yaoundé, le Secrétaire général a invité l'ensemble du personnel à un atelier à la Somone, du 22 au 24 juin 2011. Il s'est agi au cours de cet atelier de :

- s'approprier le plan d'actions dans le sens d'une imprégnation commune des activités qui y sont prévues, des objectifs assignés et des résultats attendus ;
- élaborer des stratégies opérationnelles et des modes opératoires de mise en œuvre de ces activités ;
- affecter chaque activité à la responsabilité spécifique et fonctionnelle d'un membre du personnel, ou d'un pôle, ou d'un comité ad hoc inter pôle ou intra pôle ;
- décliner un calendrier précis de réalisations pour le biennium 2011 – 2012.

L'atelier, dont la tenue a été très positivement appréciée par les membres du STP a permis la facilitation et l'accélération de la mise en œuvre des activités, le renforcement de la concertation et du dialogue interne et le partage d'une vision commune.

## AXE I :

### Information et Communication pour une plus grande visibilité de la CONFEMEN et de ses partenaires

Référence (Plan d'actions )	Activités programmées	Activités réalisées	Activités partiellement réalisées	Activités non réalisées	Observations
1.1.1	Organiser un forum interactif sur le thème : <i>Expériences de la gestion des structures déconcentrées de l'Éducation (site) ;</i>	X			
1.1.2	Mettre à jour le site Internet	X			Un nouveau site web est en cours de réalisation
1.1.3	Insérer des articles et/ou des résumés de rapports d'études dans les revues scientifiques au niveau des facultés des sciences de l'éducation			X	
1.1.4	Créer un lien entre le site Internet de la CONFEMEN et le site des pays membres et vice – versa (site)		X		
1.1.5	Créer une nouvelle page sur le site Internet de la CONFEMEN : actualité et événements majeurs portant sur l'éducation dans les pays membres de la CONFEMEN (site)		X		
1.1.6	Organiser une conférence de presse sur les activités de la CONFEMEN : bilan et perspectives (communication institutionnelle)	X			
1.1.7	Appuyer la création et l'animation d'une émission sur les systèmes éducatifs francophones (médiat d'obédience internationale) (communication institutionnelle)	X			
1.1.8	Réaliser des interviews (Télé ou radio et presse écrite) du Président en exercice, des membres du CS, du SG ou autres membres du STP en mission dans les pays membres (communication institutionnelle)	X			
1.1.9	Renforcer la communication lors des événements thématiques et des instances	X			
1.2.1	Faire produire des documents et/ou des articles sur l'éducation par les CN et les services de communication des Ministères de l'éducation des pays membres et les faire publier par les canaux de communication de la CONFEMEN	X			
1.2.2	Contribuer aux manifestations de la journée internationale de la Francophonie (Concours des 10 mots)	X			
1.2.3	Produire et diffuser le bilan annuel d'activités et le rapport financier de la CONFEMEN	X			
1.3.1	Mettre à jour de façon régulière la base de données des adresses	X			
1.3.2	Produire le journal CONFEMEN – Infos	X			
1.3.3	Produire une lettre d'information électronique sur les activités réalisées, les nouveautés, les activités en cours		X		la newsletter est intégrée dans le nouveau site
1.3.4	Créer des présentoirs CONFEMEN lors des Foras internationaux		X		
1.3.5	Publier les documents : DRO sur la qualité dans le cadre de l'Éducation pour tous : constats et perspectives ; l'étude sur la pratique de la dynamique partenariale en éducation dans l'espace francophone et son impact sur les performances des systèmes éducatifs ; l'étude sur la perception du travail de la CONFEMEN ; l'étude d'impact sur le PASEC	X			
1.3.6	Mettre à jour et diffuser le répertoire des ressources documentaires du CID	X			
1.3.7	Envoyer des documents produits par la CONFEMEN dans les bibliothèques des pays membres de la CONFEMEN : universités, écoles de formation des enseignants, CLAC, ONG	X			
1.3.8	Élaborer un document de synthèse sur les politiques éducatives des pays membres de la CONFEMEN sur la base d'un canevas type				Cette activité rejoint l'activité 3.1.1 réalisée dans l'axe III.
1.4.1	Produire et diffuser les rapports et les plaquettes des évaluations Tchad, Togo, RDC		X		
1.4.2	Réaliser des activités de communication lors des principales étapes d'une évaluation, lors des événements, lors des sorties des résultats d'études	X			
1.4.3	Renforcer la visibilité des travaux du PASEC dans les productions de la CONFEMEN et vis-à-vis des partenaires	X			
1.4.4	Faire participer le PASEC à des colloques internationaux et des conférences scientifiques	X			
1.5.1	Produire du matériel de promotion	X			
1.5.2	Former les membres du RIC sur les TIC	X			
<b>Total</b>	25	19	5	1	
<b>Taux de réalisation</b>		<b>76%</b>	<b>20%</b>	<b>4%</b>	
<b>Pourcentage des activités totalement et partiellement réalisées</b>		<b>96%</b>			

## AXE II :

### Réflexion sur l'évolution des systèmes éducatifs en rapport avec l'évaluation des performances : coûts et efficacité

Référence (Plan d'actions )	Activités programmées	Activités réalisées	Activités partiellement réalisées	Activités non réalisées	Observations
2.1.1	Poursuite de la rénovation du dispositif de formation PASEC		X		
2.1.2.	Développement de la coopération Sud-Sud dans les évaluations notamment phase de saisie des données			X	
2.1.3	Finalisation du guide méthodologique PASEC		X		
2.1.4	Réunion du comité scientifique PASEC	X			
2.2.1	Réalisation d'un état des lieux de l'atteinte des objectifs de l'EPT liés aux OMD dans les pays membres de la CONFEMEN, 10 ans après le Forum de Dakar	X			
2.3.1	Réalisation des évaluations diagnostiques : Tchad, Togo, RDC, Liban, Côte d'Ivoire, Cambodge, Laos		X		
2.3.2	Réalisation des évaluations dans 3 pays du PASEC 11 (à identifier) et le Vietnam	X			
2.3.3	Synthèse des travaux du PASEC sur les facteurs influents de la qualité des apprentissages		X		
2.3.4	Appui à la mise en place des dispositifs nationaux d'évaluation dans les pays sélectionnés	X			
2.3.5	Mise en œuvre des recommandations des études d'impact et du système de formation PASEC	X			Les nouvelles orientations du PASEC sont le résultat de cette mise en œuvre
2.3.6	Constitution d'une banque d'items en collaboration avec les équipes nationales PASEC		X		
2.3.7	Élaboration d'un document de référence sur les programmes d'enseignement du français et des mathématiques (2ème et 5ème années du primaire) à partir des programmes nationaux en vigueur		X		Se poursuit
2.3.8	Rénovation des tests PASEC et des questionnaires contextuels	X			
2.3.9	Renforcement de la méthodologie PASEC	X			
2.3.10	Mise à la disposition des enseignants des outils standardisés d'évaluation des acquis des élèves		X		
Total des activités pour 2011	15	7	7	1	
Taux de réalisation		47%	47%	6%	
<b>Pourcentage des activités totalement et partiellement réalisées</b>		<b>94%</b>			

## AXE III : Gouvernance, concertation et promotion des intérêts communs

Référence (Plan d'actions)	Activités programmées	Activités réalisées	Activités partiellement réalisées	Activités non réalisées	Observations
3.1.1	Poursuite de la mise en œuvre des orientations stratégiques sur la qualité de l'Éducation		X		En attente des CN
3.1.2	Contribution au renforcement de la dynamique partenariale en éducation dans l'espace francophone		X		en rapport avec les CN
3.1.3	Conception du document d'aide au débat sur le thème La diversification de l'offre, une solution pour l'école de demain (préparation à la 55e session)				Prévue en 2012
3.1.4	Organisation de réunion-débat : la diversification de l'offre éducative : une solution pour l'école de demain avec prise en compte du développement durable et des TIC			X	Intégrées dans les Assises
3.1.5	Élaboration et mise en œuvre d'une Convention-cadre pour la promotion et le plaidoyer sur l'enseignement des langues nationales à l'école		X		En attente de l'UNESCO
3.1.6	Appui à la formation des personnels de gestion : renforcement des capacités managériales des directeurs d'école en vue d'un pilotage efficace de la qualité de l'éducation	X			
3.1.7	Définition de nouvelles orientations sur la qualité de l'éducation		X		TRD réalisés
3.2.1	Réalisation d'une étude sur les coûts et l'efficacité des systèmes éducatifs des pays membres francophones				prévue en 2012
3.2.2	Étude sur les bonnes pratiques au niveau de la préparation de classe dans la perspective du renforcement du professionnalisme des enseignants				prévue en 2012
3.2.3	Étude sur le thème Gouvernance des systèmes éducatifs dans le cadre du processus de décentralisation en s'appuyant sur les études sur la dynamique partenariale et sur la gestion scolaire				prévue en 2012
3.2.4	Étude sur les politiques linguistiques scolaires et élaboration de stratégies de mise en œuvre				prévue en 2012
3.3.1	En fonction des travaux antérieurs, réactualisation des documents sur la FPT (1996 et 1998) et élaboration d'un document pour les futures Assises		X		les préparatifs ont commencé, les Assises se tiennent en 2012
3.3.2	Réaliser une étude sur le développement de passerelles et de stratégies appropriées entre l'enseignement primaire et post- primaire et la formation professionnelle et mettre en œuvre un plan de communication		X		l'activité sera prise en compte par les Assises
3.4.1	Renforcement des orientations de la CONFEMEN dans les décisions de la Francophonie	X			
3.4.2	Plus grande et meilleure implication de l'OIF dans la préparation et l'organisation des réunions de la CONFEMEN	X			
3.4.3	Réunion du Comité de suivi OIF/CONFEMEN	X			
3.4.4	Consultation renforcée avec l'OIF et l'AUF, notamment dans le cadre de l'IFADEM	X			
3.4.5	Mise en œuvre de l'Entente CONFEMEN/AIMF		X		
3.4.6	Mise en œuvre de la convention CONFEMEN - CONFEJES	X			
3.5.1	Organisation des échanges ou rencontres multilatérales et/ou bilatérales avec des institutions régionales et internationales (ADEA, OCDE, UE, BID, ISESCO, BM, BAD, UEMOA, UNESCO, UNICEF, CEDEAO, NEPAD, IMOAFast Track, etc.)	X			
3.5.2	Établissement et/ou renforcement de partenariats fonctionnel avec des institutions de formation et de recherche en éducation	X			
3.6.1	Participation aux grandes réunions régionales et internationales sur l'éducation	X			
3.6.2	Participation aux revues sectorielles dans les pays membres	X			
3.6.3	Participation aux colloques scientifiques	X		X	
3.7.1	Réunion du Groupe de travail des CN	X			
3.7.2	Réunion du Bureau	X			
3.7.3	Session ministérielle				La session se tient en 2012. Les préparatifs ont commencé notamment l'élaboration des documents
<b>Total des activités pour 2011</b>		21	13	7	1
<b>Taux de réalisation</b>			<b>62%</b>	<b>33%</b>	<b>5%</b>
<b>Pourcentage des activités totalement et partiellement réalisées</b>			<b>95%</b>		

## AXE IV :

### Fonctionnement du STP, des instances de la CONFEMEN et la mobilisation de ressources financières

Référence (Plan d'actions )	Activités programmées	Activités réalisées	Activités partiellement réalisées	Activités non réalisées	Observations
4.1.1	Renforcement des capacités des cadres du STP en planification et élaboration des projets Renforcement des capacités des différentes catégories des personnels du STP en lien avec les profils de postes			X	
4.1.2	Encadrement de stagiaires	X			
4.1.3	Révision du statut général de la CONFEMEN		X		Le projet est en finalisation
4.1.4	Élaboration et adoption du statut particulier du personnel du STP (idem)		X		Le projet est en finalisation
4.1.5	Renouvellement des équipements (ordinateurs, véhicules ) qui ont atteint le délai d'amortissement	X			
4.1.6	Communication interne au STP	X			
4.1.7	Prendre en charge les dépenses de personnel	X			
4.1.8	Prendre en charge les dépenses courantes de matières, fournitures et services extérieurs	X			
4.2.1	Élaboration d'un cadre logique du programme d'activités du STP	X			
4.2.2	Élaboration d'un plan d'action crédible glissant sur une période de deux ans (2011-2012) à partir du cadre logique	X			
4.2.3	Négociation avec les partenaires techniques et financiers du financement de ce plan d'action à travers un atelier ou par des contacts directs		X		
4.2.4	Mise en place d'une stratégie de plaidoyer et de communication autour de ce plan d'actions et inciter les pays à solder les arriérés	X			
4.2.5	Compte-rendu régulier de la gestion du STP aux instances consultatives et décisionnelles de la CONFEMEN	X			
Total des activités pour 2011	13	8	4	1	
Taux de réalisation		62%	31%	8%	
<b>Pourcentage des activités totalement et partiellement réalisées</b>		<b>93%</b>			

Récapitulation des taux de réalisation totale et partielle	
Axe 1	96%
Axe 2	94%
Axe 3	95%
Axe 4	93%
<b>Pourcentage global</b>	<b>94,56%</b>



**EQUIPE STP 2011**

---

**SECRETARIAT TECHNIQUE PERMANENT (STP)**

Complexe Sicap Point E Immeuble C  
3<sup>e</sup> étage, Avenue Cheikh Anta Diop  
BP 3220 Dakar Sénégal  
confemen@confemen.org  
Tel: (221) 33 859 29 79/ 33 859 29 91/ 33 859 29 92/ 33 859 29 93  
Fax: (221) 33 825 17 70

---

**SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA CONFEMEN**

M. KI Boureïma Jacques, Secrétaire général  
bjacqueski@confemen.org

Mme Penda NDIAYE DIA, Assistante du Secrétaire général  
pndiaye@confemen.org

M. Ngor DIOUF, Chauffeur du Secrétaire général

---

**PÔLE POLITIQUES ÉDUCATIVES**

politique.ed@confemen.org

Mme Fatou NDOYE DIOP, Conseillère en politiques éducatives  
fndoye@confemen.org

Mme Lyne GINGRAS, Conseillère en politiques éducatives  
lgingras@confemen.org

---

**PÔLE ÉVALUATION**

pasec@confemen.org

M. Bassile ZAVIER TANKEU, Conseiller technique  
btankeu@confemen.org

M. Seydou HAMIDOU GARBA, Conseiller technique  
shamidou@confemen.org

Mlle Vanessa SY, Conseillère technique  
svanessa@confemen.org

M. Bruno BESBAS, Conseiller technique  
bbesbas@confemen.org

M. Antoine MARIVIN, Conseiller technique  
amarivin@confemen.org

M. Moussa HAMANI OUNTÉNI, Conseiller technique  
mounteni@confemen.org

M. Sègbégnon Oswald OLAMIDÉ KOUSSIHOUÈDÉ, Conseiller technique  
koswald@confemen.org

M. René ESSIANE NNA, Conseiller technique  
ressiane@confemen.org

Mme Khady MBAYE CAMARA, Assistante Pôle évaluation  
kmbaye@confemen.org

---

**PÔLE GESTION**

gestion@confemen.org

M. André NDIAYE, Gestionnaire comptable  
andiaye@confemen.org

M. Hamady SAVANÉ, Assitant administratif et financier  
hsavane@confemen.org

Mme Khady Ndongo NDOYE, Assitante Pôle Gestion  
kndoye@confemen.org

M. Abdou Kader THIAM, Technicien de surface

---

**PÔLE COMMUNICATION**

communication@confemen.org

M. Abobacar SY, Conseiller en Communication  
abousy@confemen.org

M. Mahip NDIAGA DIOP, Webmestre  
nmdiop@confemen.org

Mme Anne Penda SENE BAMPOKY, Assitante Pôle Communication  
apsene@confemen.org

Mme Gnagalé SIDIBÉ BABAKAN, Assitante Pôle Communication  
gbabakan@confemen.org

Rapport  
d'activités  
2011



Conférence des ministres de l'Éducation  
des pays ayant le français en partage

[www.confemen.org](http://www.confemen.org)

**Secrétariat Technique Permanent :**

Complexe Sicap Point E  
Immeuble C  
3<sup>e</sup> étage, Avenue Cheikh Anta Diop  
BP : 3220 Dakar Sénégal  
Tél. +221 33 859 29 79/33 859 29 90  
Fax +221 33 825 17 70  
[confemen@confemen.org](mailto:confemen@confemen.org)